

Université de Montréal

**La province de l'Île-du-Prince-Édouard : une figure d'exception au Canada
en matière de participation électorale**

Pourquoi la participation électorale est-elle si élevée à l'Île-du-Prince-Édouard?

par Maxime Coulombe

Département en science politique
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de maîtrise ès science
en science politique

Juillet 2018

© Maxime Coulombe, 2018

Résumé

Pourquoi vote-t-on plus à l'Île-du-Prince-Édouard qu'ailleurs au Canada? Pour répondre à cette question, je me base sur la théorie de la participation électorale et sur une étude approfondie des particularités de cette province insulaire. À l'aide de données du Recensement canadien de 2006 et 2011 et des résultats électoraux pour les mêmes années, j'estime l'impact de 12 variables sur l'écart dans le taux de participation entre l'Île-du-Prince-Édouard et le reste du Canada. Cinq variables sont identifiées comme ayant un impact substantiel et significatif sur cet écart. Je trouve que la petite taille et l'homogénéité de la population de l'IPE ainsi que le caractère insulaire de la province permettent d'expliquer la forte participation électorale à l'Île-du-Prince-Édouard malgré un taux de chômage plus élevé et un plus faible taux de diplomation. Cette analyse permet d'expliquer environ 75 % de l'écart de participation, ce qui signifie que le mystère sur l'Île-du-Prince-Édouard est résolu en bonne partie.

Mots clefs : participation électorale, comportements électoraux, Île-du-Prince-Édouard, insularité, politique canadienne

Abstract

Why is turnout so high in Prince-Edward-Island in comparison with the other Canadian provinces? To answer this question, I am drawing on electoral participation theory and a thorough study of the specificities of the province. I use data from the 2006 and 2011 Canadian Census and from the official polling data for the 2006 and 2011 federal elections. I estimate the impact of 12 variables on the turnout gap between Prince-Edward-Island and the rest of Canada. Five variables are identified as having a major and significant impact on this gap. The small size and the homogeneity of the population and the insular nature of the province explain Prince-Edward-Island high turnout, despite its higher unemployment rate and lower university graduation rate. This analysis explains about 75% of the turnout gap, resolving a good part of the Prince-Edward-Island turnout puzzle.

Key words : turnout, electoral behavior, Prince-Edward-Island, insularity, Canadian politics

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des figures	iv
Liste des sigles et liste des abréviations.....	v
Remerciements.....	vi
1. Introduction.....	1
2. Pourquoi la participation électorale est-elle aussi élevée à l'Île-du-Prince-Édouard ?.	6
Historique et spécificité de l'Île-du-Prince-Édouard	9
Les déterminants de la participation électorale	15
Sélection des facteurs	23
Les données	26
Quantifier l'écart	27
Analyses et résultats	29
Tests de robustesse	34
Discussion	37
3. Conclusion	40
Références bibliographiques.....	49
Annexes.....	55
Annexe 1 : Distribution des variables	55
Annexe 2 : Matrice de corrélation.....	56
Annexe 3 : Régressions individuelles	1
Annexe 4 : Analyses complémentaires : variables alternatives	4
Annexe 5 : Source et codage des variables	6

Liste des tableaux

Tableau 1. Résumé de la participation électorale des provinces canadiennes aux élections provinciales entre 1956 2014	8
Tableau 2. Résumé des attentes par facteur et par variable	26
Tableau 3. Quantification de l'écart de la participation électorale au niveau des provinces et des CEF.....	28
Tableau 4. Déterminants de la participation électorale au niveau des CEF.....	31
Tableau 5. Calcul de l'effet des variables sur la participation électorale	33
Tableau 6. Déterminants de la participation électorale, par année	35

Liste des figures

Figure 1. Participation électorale de l'IPE, du Nouveau-Brunswick et de la moyenne canadienne aux élections fédérales de 1917 à 2015.....	7
---	---

Liste des sigles et liste des abréviations

CEF	circonscriptions électorales fédérales
ENM	Enquête nationale des ménages
NEP	nombre effectif de partis
PE	participation électorale

Abréviations des provinces

ALB	Alberta
CB	Colombie-Britannique
IPE	Île-du-Prince-Édouard
MA	Manitoba
NB	Nouveau-Brunswick
NE	Nouvelle-Écosse
ON	Ontario
QC	Québec
SAS	Saskatchewan
TNL	Terre-Neuve-et-Labrador

Remerciements

Je n'aurais probablement jamais entamé cette maîtrise sans l'intervention de certaines personnes clefs. Tout d'abord, Jean-Sébastien Dufresne et l'équipe du Mouvement démocratie nouvelle, pour m'avoir fait découvrir le monde des modes de scrutin et des études électorales lors de mon stage avec eux. Ensuite, mes professeurs Michel Fortman et Laure Guirguis, pour m'avoir soutenu et conseillé dans ma démarche vers la maîtrise.

Je voudrais exprimer ma plus profonde gratitude à mon premier mentor dans le monde académique : mon directeur de recherche et professeur André Blais. Merci pour votre soutien, votre écoute, votre disponibilité et pour les nombreuses opportunités que vous m'avez offertes. Vous avez su, au fil de nos échanges, me partager une partie de la curiosité empreinte de scepticisme et de la passion qui vous anime dans la recherche en science politique.

Je suis reconnaissant et me sens particulièrement choyé d'avoir effectué ma maîtrise et rédigé mon mémoire dans un environnement aussi propice aux études et à mon développement personnel qu'est la Chaire de recherche en études électorales de l'Université de Montréal. La Chaire offre un espace convivial de collaboration, d'entraide et d'échanges entre étudiants, mais également avec le corps professoral ainsi qu'avec plusieurs chercheurs invités.

Fernando, merci pour ton accueil chaleureux; Semra pour ton accompagnement au cours des deux dernières années; Grégoire, pour la motivation que tu m'as apportée; et enfin Pascal et Jean-François, pour m'avoir introduit aux joies de Stata.

Je voudrais remercier les personnes ayant assisté à l'une de mes présentations sur mon projet de mémoire et m'ayant offert leurs réflexions et suggestions. Mention spéciale à Roger Ouelette et Gabriel Arsenault pour leur accueil chaleureux à l'APPSA 2017 ainsi qu'à Don Desserud et Wade MacLauchlan pour m'avoir partagé leur opinion sur l'explication derrière la si la forte participation électorale de l'Île-du-Prince-Édouard.

J'ai eu l'opportunité de travailler sur mon mémoire lors de deux projets de session. Je voudrais remercier Ruth Dassonneville et Richard Nadeau pour leur correction et leurs recommandations pour la suite de mon projet de mémoire.

J'aimerais par ailleurs mentionner que mon parcours à la maîtrise n'aurait pas été le même sans mes différentes implications bénévoles et mon emploi à l'Action humanitaire et communautaire. Ces expériences furent grandement enrichissantes et demeurent gravées dans ma mémoire. J'ai grandement appris, parfois malgré moi, de ces expériences. Chers collègues de l'AHC, amis et bénévoles, merci pour tout.

Certaines personnes du monde académique m'ont réellement inspiré au cours des dernières années, de par leur parcours, leur attitude et leur travail. Je voudrais prendre la peine de le souligner. Monsieur Blais, pour votre esprit de collaboration et votre carrière exceptionnelle. Ruth, en étant aussi productive tout en semblant aussi décontractée. Gwenaëlle, pour ta résilience qui te permet d'accomplir ce parcours hors-norme. Sébastien, pour cette belle leçon de persévérance que tu nous as donnée au travers de tes études. Semra, pour ton courage, pour avoir osé venir étudier en français, ici au Québec. Pascal, pour ton optimisme et ta générosité. Pour tout cela et plus encore, vous êtes à mes yeux une source importante de motivation et d'inspiration.

Je voudrais à présent souligner toute mon appréciation pour la Fondation Berthelet pour sa bourse d'aide à la rédaction du mémoire. Cette bourse a facilité la dernière ligne droite dans la rédaction du mémoire.

Enfin, j'aimerais remercier ma famille, mes amis et mes proches pour avoir cru en moi depuis le début. Merci pour votre soutien, votre confiance, vos encouragements, vos conseils et votre patience, surtout lors de mes longs monologues.

Merci à chacune et chacun d'entre vous,

Merci pour tout,

C'est vous qui faites la différence.

L'identité et le caractère de toute entité politique est fonction de sa taille, de sa situation géographique, de sa population, de ses ressources et de son histoire. Les historiens, les politologues et bien d'autres spécialistes le savent. Pourtant, il arrive souvent que même les universitaires soient incapables de comprendre une société quand son comportement semble s'écarter de la norme, parce qu'ils ignorent certaines de ses particularités. C'est le cas, dans une certaine mesure, de ceux qui écrivent sur l'Île-du-Prince-Édouard, sur ses habitants et sur ses institutions.

Fred Driscoll, 1988

1. Introduction

Le 7 novembre 2016, se terminait, à l'Île-du-Prince-Édouard (IPE), un plébiscite sur la réforme électorale, tenu sur une période de 10 jours. Ce plébiscite faisait écho à celui « échoué » 11 ans plus tôt, en novembre 2005, lors duquel le taux de participation avait été de 33 %, avec seulement 36 % de la population ayant voté « oui » pour un mode de scrutin de style proportionnel mixte. Le plébiscite de 2005 était en fait l'aboutissement d'un long débat de cinq ans sur la réforme électorale dans la province (Lea 2006), débat alimenté entre autres par la publication en octobre 2000 par l'*Institute of Island Studies* d'un document sur la culture politique de l'IPE, les distorsions de son mode de scrutin et les alternatives possibles (Cousins 2000). Un motif important ayant contribué à l'époque au désintéressement de la population au plébiscite et donc à la victoire du non était le fait qu'« à l'exception d'un ministre et du député provincial de la région francophone de l'Île, les politiciens n'étaient pas en faveur du changement proposé » (Lea 2006). Les deux principaux partis avaient en somme assuré le maintien du statu quo dans leurs actions (ou inaction) (McKenna 2006).

Le plébiscite de 2016 semblait initialement être parti sur de meilleures bases. En effet, la question de la réforme du mode de scrutin avait directement été introduite par le gouvernement libéral de Wade MacLauchlan. D'abord, lors du discours du trône en 2015, puis par la publication du livre blanc sur le renouvellement démocratique et enfin, par la mise en place d'un Comité spécial sur le renouvellement de la démocratie (Brown 2016). Le comité avait pour mandat de consulter la population, les différents groupes d'intérêts et les experts sur les enjeux et options relatifs à la réforme électorale. Le comité devait ensuite définir une

question pour un plébiscite sur la réforme et formuler des recommandations. Il dépassa finalement son mandat en soumettant deux rapports à l'Assemblée législative de la province (Desserud et Collins 2017; Brown 2016; White paper 2015).

Non seulement le gouvernement libéral de l'IPE avait démarré la question de la réforme électorale, comme c'était le cas lors la même période au fédéral, mais ce gouvernement avait également respecté le travail du comité en intégrant une grande partie de ses recommandations (Desserud et Collins 2017). Ce faisant, le plébiscite de 2015 sur la réforme électorale a été un événement unique et source de nouveauté au pays pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, le scrutin avait été élargi aux citoyens de 16 et 17 ans, ce qui n'avait jamais encore été le cas pour des élections ou référendums au palier fédéral et provincial. Ensuite, les citoyens purent disposer d'une période de 10 jours pour voter, dont les deux derniers jours dans un bureau de vote. Il était également possible de voter par Internet ou par téléphone, totalisant donc trois méthodes de vote distinctes. De plus, le décompte des voix était effectué électroniquement. Enfin, le gouvernement avait opté pour un scrutin préférentiel dans lequel les électeurs pourraient classer en ordre de préférence les cinq systèmes électoraux (Alan 2016).

Les modes de scrutin en lice étaient : a) un système majoritaire uninominal à un tour (le système en place); b) un système majoritaire uninominal à un tour « avec leaders » (avec un siège réservé pour les chefs de partis lorsque leur parti obtient un seuil de 10 % du vote provincial); c) un système préférentiel; d) un système avec une représentation proportionnelle binomiale (circonscriptions à deux députés, le premier élu directement et le second élu de façon à assurer la proportionnalité du vote populaire au niveau de la province) et enfin e) un système mixte avec compensation proportionnelle (Alan 2016; Lithwick et Virgint 2016).

Malgré les différentes mesures prise par *Élection IPE* et la nature exceptionnelle du scrutin pour assurer une participation élevée au plébiscite, seulement 36 % de la population éligible a participé au plébiscite. Le système mixte avec compensation proportionnelle obtint 52 % des voix après le dénombrement du quatrième tour; il ne restait alors que le système mixte et le scrutin majoritaire uninominal (Alan 2016).

Ce qui est réellement surprenant, c'est le fait qu'il y ait eu une aussi faible participation à ces deux plébiscites et ce, malgré tous les efforts déployés lors du second pour encourager la participation des citoyens. Surprenant, car l'Île-du-Prince-Édouard et sa population peuvent justement se targuer d'avoir un impressionnant historique de participation aux élections. L'IPE est en fait la province avec le plus haut niveau de participation (en moyenne) aux élections fédérales canadiennes, mais également au palier provincial.

L'exemple par excellence pour bien représenter l'importance de la participation électorale à l'IPE est l'élection provinciale de septembre 2003; l'ouragan Juan avait traversé et dévasté la province la veille du jour du scrutin. Malgré les importants dégâts provoqués par l'ouragan, les citoyens sont allés voter en grand nombre comme à leur habitude, le taux de participation atteignant les 83 % (Desserud 2016a).

Outre cet exemple exceptionnel, la participation demeure généralement élevée. Elle fut de 86 % lors de la dernière élection provinciale en 2016 et de 77 % lors de l'élection fédérale de 2015 (en comparaison avec une participation nationale établie à 68 %). La participation électorale n'a en été qu'une seule fois sous le cap des 70 % au fédéral et au provincial, soit à

l'élection fédérale de 2008. Enfin, seuls les élections au palier municipal et les référendums¹ font figure d'exceptions, avec une participation nettement plus basse.

Pourquoi étudier la participation électorale à l'IPE?

Pourquoi la participation électorale est-elle aussi élevée à l'Île-du-Prince-Édouard? Comment expliquer cet écart avec le reste du Canada? Quelle est l'amplitude réelle de cet écart? Pouvons-nous tirer des leçons de l'IPE pour favoriser la participation électorale? Telles sont les questions que j'aborderai dans le présent mémoire. Pour ce faire, j'étudierai les particularités de l'IPE ainsi que la littérature sur la participation électorale. Pour mes analyses, je me servirai d'une banque de données originale combinant des données du Recensement canadien et des données électorales canadiennes pour deux paires de recensements-élections (2006 et 2011) se situant à moins de six mois d'écart.

L'Île-du-Prince-Édouard est un cas intéressant et pertinent à étudier. D'abord, il n'est pas simplement question d'une province ayant une participation électorale plus élevée au palier fédéral, mais également au palier provincial et municipal tel que démontré plus loin (voir pages 6 à 9). Ajoutons que cette différence tient depuis près d'un siècle au palier fédéral (il est impossible de déterminer jusqu'à quand remonte cet écart au provincial ou au municipal puisque les données n'ont pas été archivées).

Le cas de la province de l'IPE pourrait paraître anecdotique vu sa petite taille. Néanmoins, aucun autre groupe de circonscriptions fédérales ne peut prétendre également conserver une participation plus élevée dans le temps. D'autre part, l'étude de l'IPE pourrait permettre de

¹ Outre ceux sur la réforme électorale, citons les deux référendums sur la prohibition (1898, 46%) et sur la conscription (1942, 57%).

tester les connaissances acquises jusqu'à aujourd'hui sur les déterminants de la participation électorale au niveau agrégé. Enfin, ce mémoire sera une contribution unique à la littérature scientifique, encore peu développée, sur la participation électorale et la politique l'IPE.

Plan du mémoire

Il s'agit d'un mémoire par article. Le premier et présent chapitre sert à introduire le projet de recherche du mémoire. Le second chapitre consiste en l'article du mémoire, intitulé « Pourquoi la participation électorale est-elle aussi élevée à l'Île-du-Prince-Édouard? ». Je démontre d'abord dans l'article que la participation électorale est bel et bien plus élevée à l'IPE. Ensuite, je présente une revue des écrits sur le particularisme de la province et sur son histoire. J'effectue une revue approfondie de la littérature sur les déterminants de la participation électorale au niveau agrégé, en employant comme référence les deux méta-analyses de Gueys (2006) et Cancela et Gueys (2016). Dans mes analyses, je calcule d'abord l'écart de participation entre l'IPE et le reste du Canada. J'identifie ensuite les variables pouvant expliquer la participation électorale au Canada contribuant à expliquer l'écart. Enfin, je quantifie la proportion de l'écart qu'elles expliquent. Mon troisième chapitre vient conclure le mémoire. Je résume le mémoire dans son ensemble, reviens sur ses apports pour la recherche, propose des idées de recherches futures possibles et finalement discute des leçons que l'on peut retenir du mémoire en matière de participation électorale.

2. Pourquoi la participation électorale est-elle aussi élevée à l'Île-du-Prince-Édouard?

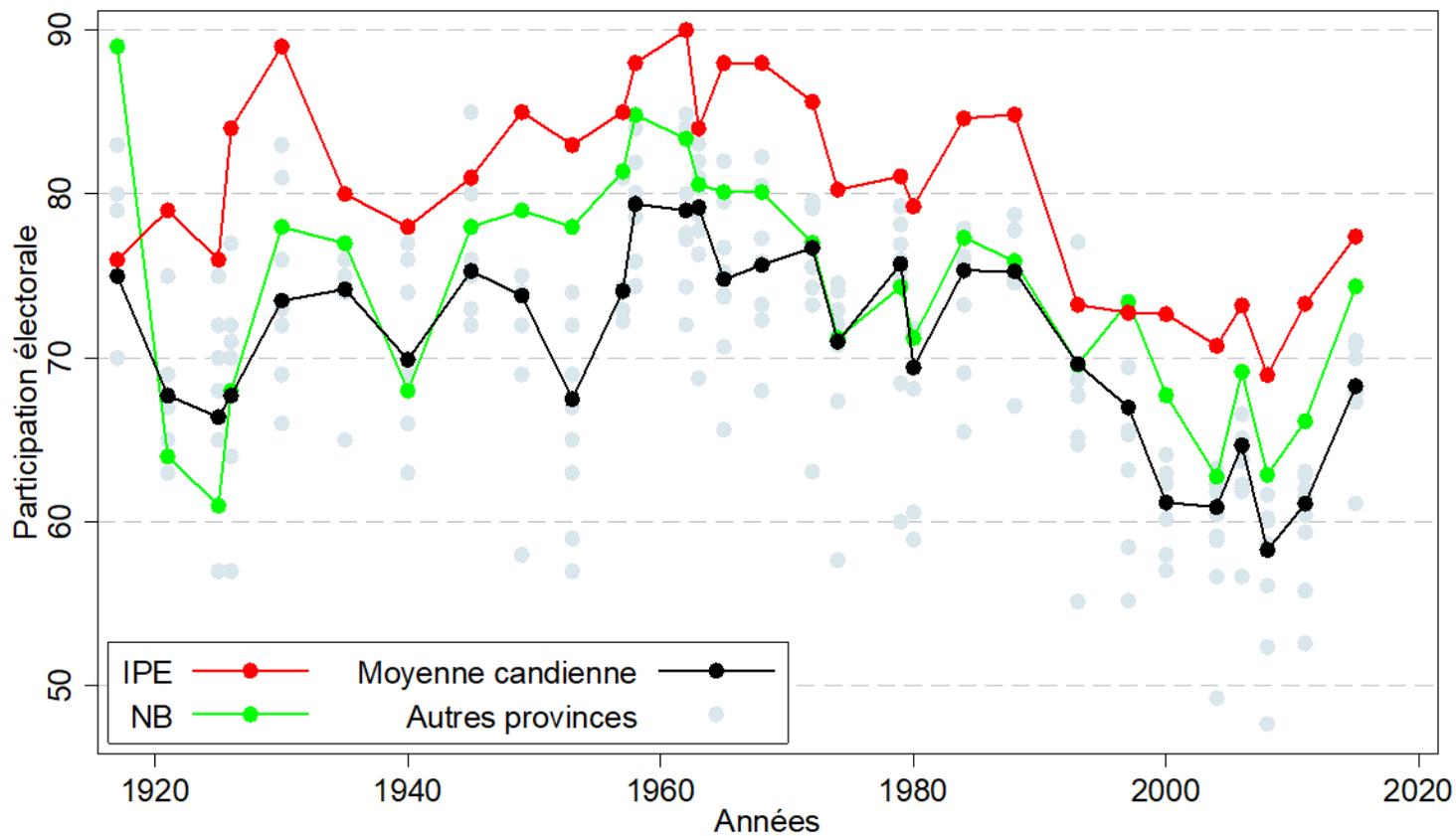
La participation électorale au Canada se caractérise entre autres par des variations importantes entre les provinces tant au fédéral qu'au provincial ainsi que par un taux de participation relativement élevée aux élections provinciales (Thorkalson 2015). On peut supposer que l'organisation politique du Canada en confédération permet d'accroître l'importance relative des élections provinciales (Blais, Anduiza et Gallego 2011). Par exemple, les provinces canadiennes jouissent d'une capacité de légiférer dans des domaines importants tels que la santé ou l'éducation. D'autre part, la décentralisation des pouvoirs, dans le cadre d'un pays avec un territoire d'une immense superficie tel que le Canada, contribue au développement d'une culture politique distincte entre les provinces.

L'une de ces provinces, l'Île-du-Prince-Édouard (IPE), semble néanmoins faire figure d'exception; son taux de participation électorale (PE) étant systématiquement plus élevée que la moyenne canadienne, et ce à tous les paliers électoraux.² Je vais présenter brièvement cette différence pour chacun des paliers.

Aux élections fédérales, l'IPE conserve un taux moyen de participation de 9,4 points de pourcentage de plus que la moyenne canadienne depuis les 30 dernières élections fédérales, soit de 1917 à 2015. Le graphique 1 illustre le taux moyen de PE au Canada ainsi que pour les provinces l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

² Il est question dans ce mémoire du particularisme et de l'exceptionnalisme de l'IPE en matière de participation électorale. Je défini le particularisme/exceptionnalisme comme étant la présence d'un trait particulier ou d'une caractéristique hors-norme. Il ne s'agit donc pas d'une conception de l'exceptionnalisme où il serait question de relations inhabituelles entre des variables, mais bien d'une conception de nature descriptive.

Figure 1. Participation électorale de l'IPE, du Nouveau-Brunswick et de la moyenne canadienne aux élections fédérales de 1917 à 2015



Le Nouveau-Brunswick est la province ayant le plus haut taux moyen de PE durant cette période, après l'IPE. Le Nouveau-Brunswick demeure néanmoins assez similaire à la moyenne canadienne alors que l'IPE s'en distingue fortement, exception faite pour 1917 (un seul point de pourcentage de différence). Le taux de PE de l'IPE suit globalement la même évolution dans le temps que la moyenne canadienne. On peut en déduire que l'IPE est également sujette aux variations à court terme propres au contexte de chaque élection, comme les autres provinces.

L'écart entre la province de l'IPE et la moyenne canadienne se creuse lorsqu'on s'attarde au taux de participation aux élections provinciales et municipales. En effet, si l'on observe les élections provinciales canadiennes entre 1965 et 2014 (voir tableau 1), l'IPE se situe au premier rang avec une moyenne de 83,3 %, soit 12,6 points de pourcentage au-dessus de la moyenne canadienne établie à 70,7 % (Siaroff et Wesley 2015).

Tableau 1. Résumé de la participation électorale des provinces canadiennes aux élections provinciales entre 1956 2014

<i>Province</i>	<i>Participation plus basse (année)</i>	<i>Participation plus élevée (année)</i>	<i>Participation moyenne (rang provincial)</i>
Colombie-Britannique	55,1% (2009)	77,7% (1983)	68,6% (7/10)
Alberta	40,6% (2008)	72,0% (1971)	56,1% (10/10)
Saskatchewan	64,6% (1995)	83,9% (1982)	76,1% (2/10)
Manitoba	54,2% (2003)	78,3% (1973)	66,9% (8/10)
Ontario	49,2% (2011)	73,5% (1971)	60,8% (9/10)
Québec	57,4% (2008)	85,3% (1976)	75,8% (3/10)
Nouveau-Brunswick	65,4% (2014)	82,1% (1967)	75,5% (4/10)
Nouvelle-Écosse	58,0% (2009)	78,2% (1978)	70,3% (6/10)
Île-du-Prince-Édouard	76,4% (2011)	87,6% (1986)	83,3% (1/10)
Terre-Neuve-et-Labrador	57,7% (2011)	87,9% (1971)	73,0% (5/10)
<i>Toutes</i>	<i>40,6% (ALB 2008)</i>	<i>87,9% (TNL 1971)</i>	<i>70,7%</i>

Source : Siaroff et Wesley 2015, p.151.

D'autre part, au municipal, le taux de participation entre 2004 et 2017 avoisine à l'IPE les 53,2 %; un taux de participation très élevé selon les standards canadiens. En comparaison, le taux moyen de participation électorale sur la même période pour les 100 plus grandes municipalités canadiennes était de 36,4 % (Breux, Couture et Coop, 2017), soit 16,8 points de pourcentage de moins que les municipalités prince-édouardiennes.

En résumé, l'écart de PE de l'IPE ne se confine pas à quelques élections, mais bien à tous les paliers d'élections, et ce depuis au moins cent ans. Cette recherche vise à en identifier les facteurs et estimer la proportion de l'écart que ces facteurs peuvent expliquer. Pour ce faire, j'utilise les données combinées du Recensement canadien et des élections de 2006 et 2011. J'estime ensuite l'impact de dix facteurs sur la PE et sur l'écart de PE entre l'IPE et le reste du Canada. Ces facteurs ont été présélectionnés en fonction d'une revue extensive sur l'IPE et ses particularités ainsi que de la littérature sur la participation électorale au niveau agrégé.

Historique et spécificité de l'Île-du-Prince-Édouard

Que savons-nous aujourd'hui de l'Île-du-Prince-Édouard et de ses spécificités? Ian Stewart discute de façon franche de la position de la province au sein du Canada dès les premières lignes d'un article publié en 1986 dans la Revue canadienne de science politique :

Prince Edward Island has only one-half of one per cent of the total Canadian population. Provincial status, however, has exaggerated the prominence of this community of 125,000 people, and most Canadian political scientists know rather more about the politics of Prince Edward Island than they do about the politics of Victoria or Saskatoon. Yet much of what we do "know" about political behaviour on PEI seems curiously inconsistent (Stewart 1986, p.127).

Bien que l'IPE soit d'une certaine façon surreprésentée, il n'en demeure pas moins qu'il n'existe qu'une littérature restreinte à son sujet. Il y a peu d'articles scientifiques traitant spécifiquement de l'IPE. De plus, dans les études de politique canadienne, le cas de l'IPE est systématiquement peu ou pas discuté, lorsque la province n'est pas simplement retirée des analyses dû à un trop faible nombre d'observations (dans le cas de sondages). La présente recension des écrits se veut donc plus large afin de cumuler un maximum d'informations sur la spécificité de la province. Elle comprend notamment des livres d'histoire, des articles scientifiques et des écrits de politiciens, parlementaires et journalistes de l'IPE.

L'IPE est une province insulaire de 5 680 km carrés situés à l'est du Canada, aux bordures de l'océan Atlantique. Sa population est d'environ 143 000 personnes selon le recensement de 2016. En 1534, les premiers Européens à aborder l'île découvrent qu'elle est déjà habitée par les Micmacs (Blanchard 1964, p.11-15; Clark 1959, p.15-16, 22-24; Harvey 1926, p.1-4, 212-213). Baptisée Île-Saint-Jean par les Français, ces derniers installent au XVIIe siècle des campements temporaires dans la cadre du commerce des fourrures (Baglolle 1977, p.35-36; Harvey 1926, p.11-12). Une colonie permanente est fondée au XVIIIe siècle. L'île sert alors de refuge pour les Acadiens fuyant l'occupation britannique, qui se concrétise par le traité d'Utrecht, en 1713 (Baglolle 1977, p.19; Blanchard 1964, p. 18-20, 35-37; Harvey 1926, p.30-39; Warburton 1923, p.19-20).

L'Île-Saint-Jean est cédée en 1763 dans le traité de Paris, à la Couronne britannique. Cette dernière décide ensuite de diviser l'île en lots qu'elle fait tirer à des seigneurs et autres gens influents en Angleterre, sans tenir compte de la population déjà installée sur l'île (Bumsted 1987, p.12-13, 25-26; Blanchard 1964, p. 59, 67-68; Warburton 1923, p.117, 130-

133). L'île, qui était momentanément sous l'administration de la Nouvelle-Écosse, devient une colonie séparée en 1769 et est renommée Prince-Edward-Island en 1798 (Warburton 1923, p.268). La population croît surtout grâce à une importante immigration d'origine écossaise, puis irlandaise et anglaise, sans oublier les réfugiés loyalistes provenant des États-Unis (Bumsted 1987, p.98-99, 168-169; Clark 1959, p.57, 60, 87-88; Baglolle 1977, p.94-96). Environ la moitié de la population est alors de confession catholique et l'autre moitié de confession protestante. Cette proportion changera peu dans le temps et persiste encore aujourd'hui (MacDonald 2003; Clark 1959, p.57).

Les habitants de l'IPE, toujours locataires de propriétaires outremer, essaient de prendre possession des terres selon différentes stratégies. Ainsi, les lois votées au Parlement sur la propriété foncière sont souvent rejetées par l'autorité royale (Bumsted 1987, p. 135-138, 177; MacKinnon 1951, p.105-119; Warburton 1923, p.225-228, 294). L'IPE entreprend par ailleurs la construction en 1871 d'un chemin de fer dont elle n'a pas les moyens (Clark 1959, p.140-142). Acculée par ses difficultés financières, la colonie se voit forcée de négocier son adhésion au Dominion du Canada en 1873. Elle obtient en échange des fonds pour payer le chemin de fer et pour effectuer le rachat des terres. C'est enfin le passage du statut de locataire à celui de propriétaire pour la majorité de la population prince-édouardienne (Baglolle 1977, p.87-89; Clark 1959, p.120-121; MacKinnon 1951, p.130-136).

La province de l'IPE développe un environnement politique particulier en 1892 alors qu'elle fusionne ses deux chambres législatives, créant un système avec deux représentants par district électoral. Le premier représentant, le député, est élu au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Le second, le conseiller, est aussi élu par un scrutin uninominal censitaire, où seuls les

propriétaires terriens peuvent voter. Ces derniers ont en fait le droit de vote dans tous les districts où ils possèdent une terre d'au moins 325 \$ pour l'élection du conseiller et du député dudit district.³ Le suffrage féminin fut reconnu en 1922 puis élargi au scrutin pour le poste de conseiller. En 1963, le suffrage universel est adopté pour le poste de conseiller. Enfin, ce système est aboli en 1994 avec la suppression du poste de conseiller et la création de circonscriptions uninominales (Morin 2008; Cousins 2002; Driscoll 1988; Baglole 1977, p.60-63; MacKinnon 1951, p.210-18).

L'existence même de ce système met en exergue le lien étroit que les citoyens de l'IPE ont avec la propriété foncière. D'autre part, les partis prirent l'habitude de proposer un candidat protestant et un candidat catholique dans chaque district, en respect avec l'équilibre entre les deux religions au sein de la population (MacKinnon 2011; Adamson 1983). Ce type d'habitudes et de traditions partisans prend également racine directement au sein de la population, où changer d'allégeance politique a longtemps été très mal vu. De même, la population a toujours eu depuis la question de la propriété foncière un intérêt à suivre, comprendre et s'impliquer dans la politique (Boylan 2000; Driscoll 1998; Steward 1986; MacKinnon 2011).

Le système politique (provincial) de l'IPE est probablement, parmi les provinces canadiennes, celui le plus proche du bipartisme. Ce bipartisme s'est manifesté par la quasi-impossibilité d'un tiers parti de s'insérer dans le système de parti. En effet, il n'est arrivé qu'à deux reprises dans l'histoire de l'IPE qu'un député n'étant ni Libéral ni Conservateur ne soit élu : un député du NPD en 1996, un député du Parti vert en 2015.

³ Ceci signifie qu'une personne, avec les biens fonciers suffisants, aurait éventuellement pu voter dans les 15 circonscriptions de l'île et donc pour 30 candidats différents (Driscoll 1988).

De plus, la combinaison d'un système bipartite avec un petit nombre de circonscriptions dans un système majoritaire vient créer d'importantes distorsions électorales. Les médias parlent parfois de « raz-de-marrée » (Cousins 2002) ou de balayage politique (Boylan 2000) pour décrire le changement de parti au gouvernement. Pour donner quelques exemples, le Parti conservateur avait 3% des sièges (1 siège) avec 40% des votes en 1993 puis 67% des sièges avec un peu moins de 48% des votes en 1996, ou encore le Parti libéral qui avait 37% des sièges avec 49% des votes en 1962 et, qui grâce à une hausse 1,5 point de pourcentage des votes, a obtenu 53% des sièges (soit un nombre plus proportionnel de sièges en fonction du vote populaire). En somme, la question du mode de scrutin a fait couler beaucoup d'encre et fait partie des enjeux discutés lors de campagnes électorales en plus de mener à deux référendums sur le sujet (Alan 2016; Brown 2016; Desserud 2016b; McKenna et Desserud 2013; MacKinnon 2011; Lea 2006; Cousins 2002, 2000; Boylan 2000; Driscoll 1998; Stewart 1986;)

Lors des campagnes électorales, les enjeux récurrents sont l'économie (chômage, création d'emploi, finances publiques, mesures fiscales), la santé, l'environnement, l'éducation et les relations avec le fédéral (Adamson 1983; MacKinnon 2007; McKenna et Desserud 2013; Desserud 2016b). Bien que l'économie soit généralement, comme pour la plupart des provinces canadiennes, l'enjeu le plus saillant, elle revêt toutefois une importance particulière, voire critique, à l'IPE. En effet, l'économie y est relativement fragile et dépend largement des transferts fédéraux (Adamson 1983). En fait, l'IPE est la province recevant le plus d'argent de la péréquation par habitant. L'ensemble des transferts fédéraux représentait dans les années 2000 environ 40 % des dépenses du gouvernement provincial (McKenna et Desserud 2013; Boylan 2000), mais ce chiffre a déjà atteint 51 % (Stewart 1986).

Cette dépendance vis-à-vis du gouvernement fédéral a créé un rapport particulier entre les deux paliers de gouvernement. Dans son étude, Stewart (1986) découvre un cycle récurrent; dans 16 des 21 élections entre 1905 et 1984, les résultats des élections à l'IPE ont donné un gouvernement du même parti que celui gouvernant au fédéral. Parmi les cinq cas déviants, les citoyens de l'IPE ont anticipé les résultats imminents des élections fédérales à deux reprises (moins de trois mois d'écart entre l'élection provinciale et celle fédérale qui suivait). D'autres font également référence à ce rapport particulier (MacKinnon 2007; Adamson 1983; MacKinnon 1949).

Considérant la petite taille de l'IPE, il devient par ailleurs facile de réunir simultanément des représentants des paliers fédéraux, provinciaux et/ou municipaux. Cela facilite une meilleure collaboration entre les paliers de gouvernement pour l'élaboration de politiques cohérentes (Boylan 2000; MacKinnon 1949).

Cette proximité ne se limite pas aux relations intergouvernementales. En effet, tel que l'indique Fred Driscoll (1988, p.2) sur l'IPE, sa « petitesse donne à sa culture politique un caractère d'intimité inconnu presque partout ailleurs » menant à une quasi-démocratie directe. Ce type de politique se mêle assez bien au caractère rural de la province; une majorité de citoyens connaissant leur entourage, leurs voisins ainsi que leurs élus. De même, la plupart des organisations et associations peuvent facilement obtenir une rencontre avec le cabinet (au provincial), ce qui contribue au développement d'une proximité réelle entre la sphère politique et la population (Cousins 2002; Boylan 2000; Driscoll 1988). Cette politique de proximité va de pair avec une politique « à l'ancienne », plus proche des gens, où les candidats vont à la

rencontre des gens et les campagnes électorales prennent parfois l'apparence de « campagne de cuisine » (Adamson 1983).

La province de l'IPE et celle de Terre-Neuve-et-Labrador sont les deux seules provinces insulaires du Canada, bien que l'IPE soit complètement insulaire. Ce caractère insulaire marque bien l'identité des Prince-Édouardiens (Cousins 2002; Boylan 2000; Driscoll 1988). Ces derniers se nommant eux-mêmes les « insulaires » (*islanders* en anglais). L'insularité et la petite superficie de l'IPE accentuent la perception de petitesse et de ruralité de la province.

Les déterminants de la participation électorale

L'intérêt des politologues pour l'étude de la participation électorale et de ses déterminants n'est plus à prouver. En effet, cette littérature a été amorcée il y a de cela environ 40 ans avec les articles pionniers de Powell (1986) et Jackman (1987). Elle a été enrichie depuis par de nombreux textes clefs (Crewe 1981; Blais et Carty 1990; Jackman et Miller 1995; Franklin 1996, 2004; Blais et Dobrzynska 1998; Gray et Caul 2000; Blais et coll. 2004) et ne cesse depuis de croître; le nombre moyen d'articles publiés par an ayant pratiquement quadruplé entre 2000 et 2014 (Cancela et Geys 2016). Enfin, cette littérature a fait l'objet de trois méta-analyses (Stockemer 2017; Cancela et Geys 2016; Geys 2006). Je vais m'attarder dans cette section à ces trois derniers articles, qui offrent une précieuse synthèse des connaissances, en se basant sur respectivement 135 et 185 et 83 études électorales.

Les déterminants de la PE sont généralement divisés en trois catégories : socioéconomique, institutionnelle et politique. On peut déjà écarter l'ensemble des variables institutionnelles puisque mes analyses ne porteront que sur des élections canadiennes. Le Canada emploie

depuis sa fondation un mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour.⁴ Il n'y a pas le vote obligatoire au Canada ni d'élections simultanées. Le système d'enregistrement pour les nouveaux électeurs est quasi automatique. Enfin, la PE est facilitée par différentes mesures; vote par anticipation, vote par la poste, vote spécial dans un autre bureau de scrutin, bureaux de scrutin itinérants.⁵ Ces différentes mesures étant appliquées de façon uniforme à travers le pays, il n'y a donc pas de variations dans les institutions démocratiques et électorales au Canada pouvant affecter la PE.

Variables socioéconomiques

Les principales variables socioéconomiques retenues par Geys (2006) et Cancela et Geys (2016) sont : la taille de la population, la densité, la stabilité, l'homogénéité du revenu et l'homogénéité ethnique. Stockemer (2017) traite également de la taille de la population et des inégalités de revenu, mais retient aussi le niveau de développement. Considérant que le Canada est un pays industrialisé que les mesures de développement servent surtout à dissocier les pays, j'estime qu'il ne s'agit pas d'un facteur pertinent pour la présente analyse. Je vais à présent situer dans la littérature et présenter une à une chacune de ces variables ainsi que les attentes quant à leur effet sur la participation électorale. Je présenterai d'abord ces variables de façon globale, puis je m'attarderai à la littérature existante sur chacune de ces variables dans le contexte canadien.

⁴ L'IPE est la seule exception notable avec un mode de scrutin particulier au palier provincial entre 1892 et 1963, précédemment traité dans l'article.

⁵ Les bureaux de scrutin itinérants sont mobiles et se déplacent directement auprès des populations ayant une mobilité restreinte; dans les hôpitaux, les prisons, les centres de retraite, etc.

Pour la taille de la population, si l'on se réfère au modèle du calcul rationnel élaboré par Downs (1957) puis développé par Riker et Ordeshook (1968), lorsque la population s'agrandit, la probabilité d'effectuer le vote décisif diminue et par conséquent la probabilité de s'abstenir d'aller voter augmente. Blais et Carty (1990) et Blais et Dobrzynska (1998) proposent l'idée que plus la taille d'un pays est petite, plus la vie politique se personnalise et plus le sens d'appartenance à la communauté se développe, entraînant par le fait même une hausse de la PE. Une relation significative négative est confirmée dans ces trois articles ainsi que par Cancela et Geys (2016) et Stockemer (2017).

Dans leur analyse sur la participation électorale dans les élections provinciales au Canada, Siaroff et Wesley (2015) rapportent des coefficients significatifs négatifs pour des régressions bivariées entre la PE et la taille de la population en chiffre absolu. Au niveau municipal, Breux et ses collègues (2017) semblent trouver à l'opposé, avec des régressions multivariées, un effet positif significatif. Enfin, dans leur article sur la décentralisation et la participation électorale, Blais et ses collègues (2011) n'obtiennent aucune régression avec un coefficient significatif pour la taille de la population au Canada.

La densité de population est souvent utilisée comme un proxy pour différencier les régions urbaines et rurales. Plusieurs hypothèses s'opposent sur l'effet de cette variable. D'une part, on peut avancer l'idée que dans un territoire moins densément peuplé, les gens sont plus dispersés, risquent ainsi d'être moins exposés à une pression sociale pour aller voter et deviennent alors plus difficiles à mobiliser (Blais et Dobrzynska 1998). À l'inverse, on peut considérer que dans les régions rurales, les gens risquent de mieux connaître les candidats et leurs positions, diminuant le coût d'information. De surcroît, dans les villes, les gens

deviendraient plus individualistes et connaîtraient donc moins leur entourage, diminuant ainsi la pression sociale pour aller voter (Geys 2006). Les résultats de la méta-analyse de Geys (2006) sont cependant mitigés, avec seulement 44 % des études montrant une relation négative significative. Ce taux baisse à 33 % dans la méta-analyse de Cancela et Geys (2016).⁶

Cette ambiguïté se traduit également dans les études sur le Canada. Studlar (2001) rapporte une relation positive entre la densité de population et la participation électorale. Cette relation serait par ailleurs plus importante dans le cadre d'élections fédérales en comparaison avec les élections provinciales. Breux et ses collègues (2017) trouvent à l'inverse une relation négative, mais au palier municipal. Scarrow (1961) compare la participation entre les régions rurales et urbaines et remarque que ce serait dans les régions rurales que le vote serait plus fort. Enfin, Siaroff et Wesley (2015) rapportent également que la participation serait plus élevée lorsqu'il y a une plus grande partie de la population vivant dans une zone rurale ou dans une petite ville (en comparaison avec les grandes villes). Notons que ces quatre études couvrent des périodes différentes; la première de 1945 à 1998, la seconde de 2004 à 2017 et la troisième de 1925 ou 1945 à 1958 (selon les analyses) et la dernière de 1965 à 2014.

Il y a un consensus que la stabilité de la population a un effet positif sur la participation électorale. La notion de stabilité fait référence aux déplacements de population; une population stable ayant peu d'immigration et d'émigration. Geys (2006) résume trois arguments pouvant expliquer l'effet de la stabilité. D'abord, résider au même endroit permet de mieux connaître les candidats et les enjeux locaux, diminuant le coût d'information.

⁶ Ceci ne signifie pas que 67% des études ont des résultats allant dans la direction inverse, mais bien que ces études n'ont pas trouvé de relation négative significative. Néanmoins dans sa méta-analyse de 2006, Geys note 15 anomalies parmi les 104 tests (sur 25 études). Ces anomalies sont des tests ayant un coefficient significatif allant dans le sens opposé à celui attendu, donc positif.

Ensuite, ceci permet de développer un réseau social et un sentiment d'appartenance, augmentant la pression sociale pour aller voter. Enfin, l'émigration vient créer une diaspora ayant une propension plus faible à participer aux élections. Les trois principales mesures utilisées sont : la mobilité de la population (pourcentage de la population émigrante et immigrante), la croissance de la population (population + naissances - décès) et la proportion de la population propriétaire de son domicile (pourcentage de propriétaires moins les locataires). Au total, 78 % des études trouvent une relation positive significative avec la PE dans la méta-analyse de Cancela et Geys (2016).

Au Canada, des analyses employant des données individuelles tendent à confirmer le consensus sur l'effet de la stabilité de la population sur la PE. Par exemple, Bevelander et Pendakur (2009) trouvent qu'avoir un capital social élevé et un attachement fort à son quartier résidentiel augmente la probabilité d'aller voter. Brians (1997) et Nakhaie (2006) démontrent pour leur part que le fait de vivre au même endroit durant une longue période favorise la PE, et ce tant au fédéral qu'au provincial ou au municipal. Enfin, au niveau agrégé, Eagles (1991) emploie la durée médiane que les gens demeurent au même domicile. Il trouve une relation positive et significative.

Tout comme pour la densité de population, il y a des hypothèses opposées sur l'effet attendu de l'hétérogénéité de la population sur la PE. D'un côté, l'homogénéité dans une communauté pourrait être perçue comme un prérequis pour le développement d'une cohésion sociale (Putnam 2001). Une forte cohésion sociale impliquerait une pression plus forte pour aller voter (Cohen 1982). De l'autre côté, c'est l'hétérogénéité de la population qui pourrait avoir un impact positif sur la PE. L'argument est qu'un groupe avec un pouvoir politique plus

important parviendra à mieux bénéficier de mesures de redistribution de l'État. La PE devient alors un moyen d'augmenter le pouvoir politique relatif d'un groupe (Zimmer 1976; Campbell 2006).

Cancela et Geys (2016) rapportent un très faible niveau de soutien pour les deux hypothèses, même en divisant les études portant soit sur l'hétérogénéité économique ou celle ethnique. Ils ne recensent que deux études sur 18 (11 %) comme étant concluantes pour les inégalités économiques et cinq études sur dix pour l'hétérogénéité ethnique.⁷ Stockemer (2017) rapporte pour sa part un soutien modéré avec 54% des modèles concluant dans 14 études.

Geys (2006) et Cancela et Geys (2016) analysent séparément la présence de groupes minoritaires (généralement en pourcentage de la population totale). Les résultats empiriques semblent soutenir l'hypothèse selon laquelle la PE est plus faible lorsque les minorités sont plus importantes. Contrairement aux autres tests sur l'homogénéité, les tests sont concluants : 74 % des tests (sur 251 tests) et 66 % des études (sur 50 études) confirment une relation positive significative. Les auteurs nous préviennent néanmoins que ces résultats sont observés dans un nombre important d'études aux États-Unis et recommandent d'être prudents dans la généralisation de ces résultats.

Au Canada, des études au niveau individuel illustrent des tendances divergentes : les nouveaux arrivants s'impliqueraient et s'intéresseraient davantage à la politique (Black 2011); des variations dans la PE existeraient entre les communautés en fonction de leur perception

⁷ Geys offre plus un portrait plus détaillé dans sa méta-analyse de 2006. Pour l'hétérogénéité économique, il rapporte une seule étude sur sept analysées comme étant concluante. Sur 32 tests, il y en 13 montrant une relation négative significative, 13 n'étant pas significatifs et seulement six montrant une relation positive significative. Pour l'hétérogénéité ethnique, c'est quatre études sur cinq qui s'avèrent concluantes. Or, sur 28 tests, il y en huit montrant une relation négative significative, huit autres n'étant pas significatifs et enfin 12 montrant une relation positive significative.

normative du vote (Lapp 1999) ou encore l'appartenance à un groupe ethnique n'aurait pas d'effet sur la PE (Bevelander et Pendakur 2009). D'autre part, les circonscriptions ayant une population autochtone plus importante ont une PE plus basse (Siaroff et Wesley 2015). Pour la question de l'hétérogénéité économique, Eagles (1991) rapporte, au niveau agrégé, que la participation électorale baisse lorsqu'il y a une plus grande proportion de familles à faible revenu.

Variables politiques

Les variables politiques retenues par Geys (2006) et Cancela et Geys (2016) sont : le degré de compétition dans l'élection (élections serrées), l'importance des dépenses électorales ainsi que la fragmentation politique. Stockemer (2017) aborde aussi deux de ces variables : le degré de compétition et sur le nombre de partis (fragmentation politique). À nouveau, je vais présenter une à une chacune des variables et les attentes associées pour la PE, d'abord de façon générale, puis plus spécifiquement au Canada.

Pour le degré de compétition dans une élection, le principe est simple : plus la course est serrée dans une élection, plus les gens auront la perception que leur vote peut faire une différence dans les résultats et donc plus les gens auront tendance à se rendre aux urnes. Cancela et Geys (2016) expliquent que la compétition est la variable la plus étudiée dans les études qu'ils ont analysées (105 études sur 185) et que 69 % de ces études rapportent une relation positive avec la PE. Stockemer (2017) rapporte cependant des résultats opposés, avec 65% des modèles (sur 18 études) rejetant la notion que des élections serrées contribuent à rehausser la participation électorale. Bien que les études analysées par ces deux méta-analyses diffèrent, il faut considérer que Cancela et Geys (2016) se basent sur un nombre plus

important d'études. Enfin, cette relation a également été étudiée au Canada avec des résultats positifs (Siaroff et Wesley 2015; Endersby, Galatas et Rackaway 2002; Studlar 2001; Gaines 1999; Bersh 1993; Scarrow 1961).

Les dépenses électorales permettent d'augmenter la visibilité des candidats et de leur plateforme électorale, diminuant du fait même le coût d'information pour aller voter. De plus, l'exposition à plusieurs messages électoraux incite au vote rappelant le devoir civique d'aller voter. 83 % des études analysées par Cancela et Geys (2016) sont concluantes. Cette relation se retrouve aussi confirmée dans le contexte canadien (Pruysers 2014; Endersby et coll. 2002; Bersh 1993).

Reste enfin la fragmentation politique, variable référant au nombre de partis participant à l'élection. Il n'y a pas de consensus dans la littérature sur l'effet attendu de la fragmentation politique sur la PE. Un plus grand nombre de partis génère une offre plus variée, ce qui augmente la probabilité pour les citoyens de s'identifier à un parti politique (Blais et Carty 1990). Toutefois, un plus grand nombre de partis complexifie le système politique, compliquant ainsi le choix de vote (Blais et Dobrzynska 1998) et augmentant la probabilité qu'un gouvernement de coalition soit formé, diminuant l'influence et l'importance du vote populaire (Jackman 1987; Blais et Carty 1990). Cancela et Geys (2016) tout comme Stockemer (2017) ne trouvent pas de relation, avec respectivement 19 % et 23% d'études concluantes. Il n'y a pas d'études électorales canadiennes qui à ma connaissance démontrent un effet positif de cette variable sur la PE.

Mon objectif est d'identifier parmi les déterminants de la participation électorale au niveau agrégé et les caractéristiques spécifiques à l'IPE quels facteurs permettront d'expliquer l'écart

de PE. J'ai identifié dans les deux dernières sections de nombreuses spécificités historiques, sociales, politiques, géographiques et culturelles ainsi que des déterminants politiques et socioéconomiques de la PE au niveau agrégé. J'estime qu'en contrôlant pour certains de ces facteurs, je pourrai expliquer en totalité ou en partie l'écart de PE entre l'IPE et le reste du Canada.

Sélection des facteurs

Rappelons que l'objet de cette recherche n'est pas de déterminer les facteurs expliquant la PE au Canada ou à l'IPE, mais bien d'identifier ceux expliquant l'écart entre l'IPE et le reste du Canada en matière de PE. J'effectue dans un premier temps une sélection de cinq facteurs caractérisant l'IPE et pouvant avoir un effet sur le taux de participation. Ces facteurs sont : 1) la taille de la population de l'IPE; 2) la stabilité de sa population; 3) ainsi que son homogénéité; 4) la présence d'élections serrées et enfin 5) l'omniprésence de deux partis dans le système politique.

Dans un second temps, j'ajoute à cette sélection, quatre facteurs supplémentaires propres à l'IPE, mais n'ayant pas déjà été explicitement identifiés comme ayant un effet sur la participation électorale. Il s'agit de : 6) le caractère insulaire et 7) agricole de l'IPE; 8) la fragilité de son économie et finalement 9) la petite superficie de la province et de ses circonscriptions.⁸

⁸ J'utilise la superficie du territoire au lieu de la densité de population (qui a été traité dans la revue de littérature) puisque je contrôle déjà pour la taille de la population. La densité de la population est le quotient de la division de la population par la superficie. L'emploi de la densité de population en plus de la taille de la population et/ou de la superficie crée un dédoublement du contrôle des mêmes informations dans une régression. En utilisant

Dans un dernier temps, je profite de l'accessibilité des données pour ajouter deux variables contrôles sur la composition de la population dans un dernier et dixième facteur. Il s'agit des deux déterminants sociodémographiques les plus importants de la participation électorale au niveau individuel, soit l'âge et le niveau d'éducation (Blais 2000; Wolfinger et Rosenstone 1980). Bien qu'il soit important de faire attention à l'interprétation des coefficients de ces variables, afin d'éviter l'erreur écologique, le fait que ces deux variables aient déjà abondamment été utilisées et testées permet de donner un bon niveau de confiance dans les résultats obtenus.

Les 10 facteurs sont résumés au tableau 1. J'indique d'abord pour chaque facteur les variables que j'emploie. Ensuite, je précise si le niveau moyen de l'IPE pour la variable est empiriquement plus élevé (+) ou plus bas (-) que le niveau moyen de l'Ontario. J'effectue une comparaison avec l'Ontario puisqu'elle servira de province de référence dans les analyses subséquentes. Notons que l'Ontario a été choisi comme catégorie de référence, car elle est la province la plus peuplée au Canada et celle ayant le taux de PE le plus proche de la moyenne canadienne. Par exemple, la densité de population moyenne est plus élevée à l'IPE (+) qu'en Ontario. Ensuite, en me basant sur la revue de la littérature précédente, j'indique pour chaque variable si elle devrait avoir un effet positif (+) ou négatif (-) sur la participation électorale.

Enfin, j'énonce mes attentes théoriques pour ce qui est l'effet de chaque variable, une fois contrôlée dans mon modèle, sur l'écart dans la PE entre l'IPE et le reste du Canada. Chaque variable peut avoir un effet positif ou négatif. Elles peuvent donc soit contribuer à expliquer

uniquement la superficie et la taille de la population, on évite ce dédoublement et facilite l'interprétation des deux variables.

l'écart, venant ainsi le « réduire » (–), soit complexifier l'écart en venant « l'augmenter » (+) (et donc que la PE demeure plus élevée à l'IPE malgré cette variable qui devrait avoir un effet négatif plus important à l'IPE). Pour déterminer la direction de l'effet, il suffit d'observer les signes pour l'attente théorique de l'effet sur la PE et pour la différence empirique entre l'IPE et le Canada. Si les deux signes sont identiques (deux + ou deux –), alors la variable aide à expliquer (et donc diminuer) l'écart. Si les signes sont opposés, alors la variable vient augmenter l'écart.⁹ Pour seule exception : il ne semble pas y avoir de consensus de l'effet de la fragmentation politique sur la PE. Ce faisant, je n'ai pas d'attentes précises (indiqué par un?) pour les effets sur la PE et par le fait même sur l'écart de participation électorale.

Par exemple, considérons la taille de la population. Lorsqu'une province a une population plus grande, son taux de PE devrait diminuer (–). De même, l'IPE a en moyenne une population moins nombreuse par circonscription qu'en Ontario (–). Le contrôle de cette variable devrait donc contribuer à réduire (–) et donc expliquer l'écart de PE. À l'opposé, si la population moyenne par circonscription avait été plus élevée à l'IPE (+), alors l'écart aurait augmenté (+), car la PE serait plus élevée à l'IPE malgré la taille de sa population.

⁹ La terminologie employée peut porter à confusion. Le fait de contrôler pour une variable ne diminue ou n'augmente pas réellement l'écart de participation. En multipliant le coefficient d'une variable avec la différence entre l'IPE et l'Ontario pour cette même variable, il est possible de déterminer à quel point on devrait plus (ou moins) voter à l'IPE qu'en Ontario pour cette variable. Mes attentes théoriques sont au tableau 2.

Si l'on devrait plus voter à l'IPE suite à ce calcul pour une variable, on alors peut dire que cette variable contribue à expliquer l'écart réel entre l'IPE et le reste du Canada. Elle vient alors « diminuer » l'écart dans le sens où il reste une plus petite proportion de l'écart réel à expliquer

Si l'on devrait moins voter à l'IPE suite à ce calcul pour une variable, on peut dire cette fois que cette variable vient « complexifier » l'écart réel puisque la PE est plus élevé à l'IPE. Cette variable vient donc « augmenter » l'écart dans le sens où en la contrôlant, on se rend compte qu'un nouvel écart (celui établi suite au calcul) doit être ajouté à l'écart réel initial.

Tableau 2. Résumé des attentes par facteur et par variable¹⁰

No	Facteur	Variable	IPE vs Ontario	Effets attendus	
				<i>Participation électorale</i>	<i>Écart de participation IPE-CAN</i>
1	Population	Log du nombre d'électeurs	-	-	-
2	Stabilité de la population	% de propriétaires de leur domicile	+	+	-
3	Hétérogénéité de la population	% d'allophones	-	-	-
4	Degré de compétition	Marge de victoire en %	-	-	-
5	Fragmentation politique	Nombre effectif de partis	-	?	?
6	Insularité	Insularité (dichotomique)	+	+	-
7	Agriculture	% de travailleurs dans l'agriculture	+	+	-
8	Fragilité de l'économie	Taux de chômage	+	-	+
		Revenu médian	-	+	+
9	Superficie	Log de la superficie en km ²	-	-	-
10	Contrôles	Âge médian	+	+	-
		% de diplômés, études supérieures	-	+	+

Les données

J'emploie une base de données originale, construite à partir de données publiques colligées manuellement. Elle se compose des résultats des élections fédérales de 2006 et 2011, de l'Enquête nationale des ménages (ENM) de 2011¹¹, du Recensement canadien de 2006 et 2011 ainsi que d'autres variables calculées à partir de ces données premières. L'unité d'analyse est

¹⁰ Voir l'annexe 1 pour la distribution des variables et l'annexe 5 pour leur codage exact.

¹¹ L'ENM est une enquête à participation volontaire créée en 2011 en complément au Recensement canadien, suite aux modifications dans le fonctionnement de ce dernier. L'ENM a permis de recueillir des renseignements qui étaient originalement dans le questionnaire complet du recensement.

au niveau des circonscriptions électorales fédérales (CEF). La combinaison 2006 et 2011 a été sélectionnée, car il s'agit d'années ayant des élections et des recensements à moins de six mois d'écart. De plus, les élections fédérales avaient les mêmes CEF.¹² Bien qu'il y ait des données accessibles pour les 10 provinces et les trois territoires canadiens, les territoires sont exclus des analyses vu le manque d'observations et de données.

J'utilise également une seconde base de données comprenant les résultats des 30 dernières élections fédérales (de 1917 à 2015) afin de mieux visualiser les différences entre provinces (voir graphique 1 et tableau 2, modèle 1). À noter que cette seconde banque de données n'est pas employée pour les analyses multivariées étant donné le manque de données disponibles au niveau des provinces pour l'ensemble de la période couverte.

Quantifier l'écart

Pour déterminer si une variable permet d'expliquer l'écart de PE, il est important d'avoir un point de repère et donc de quantifier l'écart réel de PE entre l'IPE et le reste du Canada. Pour ce faire, j'examine cette différence au niveau des provinces (voir tableau 2, modèle 1). Ma

¹² Il n'existe pas de consensus, à ma connaissance, sur l'écart de temps maximal ou acceptable pour fusionner des données de sources différentes. Un écart de temps est élevé laisse place à une plus grande erreur et diminue la confiance que l'on peut avoir dans les données et les résultats.

Bien que les données sociodémographiques du Recensement canadien ne changent pas de façon drastique dans le temps, ces données ne changent pas de la même façon ni à la même vitesse entre les CEF. Par exemple, si la population augmente globalement au Canada, cette augmentation demeure très inégale au niveau des CEF, plusieurs circonscriptions ayant vu leur population baisser entre 2006 et 2011. D'autres variables comme le chômage sont plus volatiles et fluctuent non seulement entre les CEF, mais également dans le temps.

Ensuite, les élections et les recensements sont liés. En effet, la situation socioéconomique peut affecter le vote lors d'une élection, alors qu'un gouvernement nouvellement élu peut mettre en place des politiques affectant la société. Étant donné que j'étudie la participation électorale, les données sociodémographiques devraient donc être idéalement être mesurés au moment même moment, sinon avant l'élection.

Pour ces deux motifs, je choisis une approche plus conservatrice en limitant l'écart entre l'élection et le recensement à une période de six mois. Ceci me permet de m'assurer que les deux sources ne s'influencent pas l'une l'autre et que les données du recensement sont fidèles à la situation lors de l'élection.

variable dépendante est le taux de PE pour chaque province au fédéral. J'estime les différences provinciales avec des variables dichotomiques pour chaque province, tout en permettant une corrélation intragroupe pour chaque province. Rappelons que la province de référence est l'Ontario puisqu'il s'agit de la province avec la plus grande population et avec le taux de participation le plus similaire à celle de la moyenne canadienne. Je contrôle également le temps en calculant le nombre d'années depuis la première élection (1917) dans l'analyse.¹³

Tableau 3. Quantification de l'écart de la participation électorale au niveau des provinces et des CEF

	Modèle 1 Provinces (1917 à 2015)	Modèle 2 CEF (2006 et 2011)
TNL	-9.61*** (0.11)	-9.34*** (1.58)
IPE	9.39*** (0.00)	9.33*** (1.38)
NE	2.06*** (0.00)	-0.92 (0.74)
NB	3.40*** (0.00)	3.89** (1.36)
QC	0.44*** (0.00)	-0.71 (0.66)
MA	-0.62*** (0.00)	-3.57 (1.92)
SAS	2.33*** (0.00)	-0.05 (1.20)
ALB	-4.47*** (0.00)	-5.21*** (1.11)
CB	0.85*** (0.00)	-2.07* (0.91)
Temps (années)	-0.10*** (0.01)	
Élection 2011		-3.44** (0.89)
Constante	75.85*** (0.39)	65.63*** (0.44)
R-Carré	0.435	0.290
N	292	610

Erreurs standards entre parenthèses * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

¹³ Notons que le temps et le nombre de mois depuis la dernière élection fédérale sont des variables ayant une valeur commune pour chaque province. Elles n'affectent donc pas le coefficient de l'IPE, ni d'aucune autre province. Ces variables sont intégrées au modèle afin de donner une vue d'ensemble plus cohérente.

Comme attendu, le coefficient de l'IPE est positif et significatif. Le taux de participation prédit pour l'IPE est en moyenne 9,39 points plus élevé que pour le reste du Canada, ce qui correspond précisément aux attentes.

Je reproduis dans le modèle 2 les mêmes estimations, mais au niveau des CEF pour les élections fédérales de 2006 et 2011. Je permets dans ma régression une corrélation intragroupe pour les 305 paires (2006 et 2011) de CEF. Étant donné qu'il n'y a que deux élections, je retire la variable de temps et la remplace par une variable dichotomique pour distinguer les deux élections. L'élection de 2006 sert de catégorie de référence. Le taux de participation prédit pour l'IPE est alors de 9,33 points de plus que le reste du Canada. Les coefficients des modèles 1 et 2 sont pratiquement identiques, ce qui me donne confiance dans ces résultats.

Analyses et résultats

Je me base sur le modèle 2, que je retranscris au tableau 3, comme point de référence pour mes prochaines analyses. Ma variable dépendante est donc le taux de participation par CEF. Je contrôle également pour chaque province, pour l'année d'élection, et permets une corrélation intragroupe pour chaque CEF.

Je cherche dans un premier temps à vérifier la direction et la significativité de l'impact de chaque variable sur la PE et l'écart de PE. Pour ce faire, je teste séparément l'ajout de chaque variable au modèle 2 (les résultats sont rapportés à l'annexe 3). La grande majorité des variables ont un effet sur la PE dans le sens attendu, à l'exception du pourcentage de travailleurs dans l'agriculture (effet négatif au lieu de positif) et du log de superficie (effet positif au lieu de négatif). Ces deux variables, ainsi que l'ENP, ne sont pas significatives.

Lorsqu'incluses dans un modèle avec l'ensemble des variables, ces dernières demeurent non significatives et leur retrait du modèle n'affecte que marginalement le coefficient de l'IPE. Pour ces raisons, je ne vais pas inclure ces deux variables dans les modèles subséquents.

Une autre variable, le log de la population, n'est pas non plus significative lorsque ajoutée seule au modèle 2. Néanmoins, son coefficient devient significatif lorsque la variable est incluse dans un modèle avec toutes les variables. Je vais donc conserver le log de la population dans les modèles subséquents.

Je crée dans un deuxième temps mon modèle principal; un modèle « complet » avec toutes les variables explicatives (modèle 3). Ce modèle permet d'expliquer une bonne partie de la variance avec un R-carré de 0,70. Le coefficient de l'IPE n'est plus significatif et passe à 3,52, soit une diminution de 5,81 points. L'ensemble des variables exerce un effet sur la PE dans les directions attendues.

Dans un troisième temps, je reproduis la régression du modèle 3, mais sans les observations pour l'IPE (modèle 4). Ce modèle sert à valider que les observations de l'IPE n'agissent pas comme des observations aberrantes venant tirer les résultats dans une direction. Il y a par exemple peu de circonscriptions insulaires au Canada. En répliquant les analyses sans l'IPE, le modèle 4 permet de valider que l'effet positif de l'insularité n'est pas causé que par la présence des circonscriptions de l'IPE dans l'analyse. Étant donné que les coefficients des variables explicatives changent peu dans le modèle 4, nous pouvons avoir confiance que les résultats du modèle 3 ne sont pas tirés par l'IPE.

Enfin, je cherche à déterminer quelle variable dans mon modèle fait « tomber » la significativité de l'IPE. Pour ce faire, je relance le modèle 3 en retirant à tour de rôle chaque

variable. J'identifie trois variables dont le retrait permet à l'IPE de redevenir significative : le log de la population, l'éducation et l'insularité.

Tableau 4. Déterminants de la participation électorale au niveau des CEF

	Modèle 2 Base	Modèle 3 Complet	Modèle 4 Sans IPE
TNL	-9.34*** (1.58)	-8.99*** (1.62)	-8.92*** (1.62)
IPE	9.33*** (1.38)	3.52 (2.56)	
NE	-0.92 (0.74)	-3.10** (1.08)	-3.07** (1.08)
NB	3.89** (1.36)	2.58 (1.86)	2.63 (1.88)
QC	-0.71 (0.66)	-1.35** (0.51)	-1.39** (0.50)
MA	-3.57° (1.92)	-3.58** (1.12)	-3.61** (1.13)
SAS	-0.05 (1.20)	-1.42 (0.95)	-1.46 (0.95)
ALB	-5.21*** (1.11)	-4.60*** (0.72)	-4.63*** (0.71)
CB	-2.07* (0.91)	-2.44*** (0.56)	-2.45*** (0.56)
Élection 2011	-3.44*** (0.16)	-2.90*** (0.60)	-2.95*** (0.60)
% propriétaires		0.05 (0.04)	0.04 (0.04)
% allophones		-0.20*** (0.02)	-0.20*** (0.02)
% éduc. supérieure		0.23*** (0.05)	0.23*** (0.05)
Taux chômage		-0.46*** (0.10)	-0.47*** (0.10)
Marge de victoire (%)		-0.04** (0.01)	-0.04** (0.01)
Revenu médian		0.03 (0.06)	0.03 (0.06)
Âge médian		0.34*** (0.08)	0.35*** (0.08)
Population (log)		-3.70* (1.48)	-3.79* (1.47)
Insularité		1.75* (0.77)	1.80* (0.77)
Constante	65.63*** (0.44)	90.74*** (16.91)	91.97*** (16.86)
R-Carré	0.290	0.695	0.684
N	610	610	602

Erreurs standards entre parenthèses * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Une dernière question demeure. Quelles sont les variables, parmi celles incluses dans le modèle 3, ayant un impact suffisamment important pour expliquer de façon substantielle l'écart dans le vote entre l'IPE et le reste du Canada? Pour identifier ces variables, le calcul est simple. Je calcule d'abord la différence des moyennes empiriques des CEF de l'IPE et de l'Ontario (en tant que province de référence) pour chaque variable. Cette différence est indiquée au tableau 5 (voir l'annexe 1 pour les distributions exactes).

Je multiplie ensuite cette différence par le coefficient de ladite variable dans le modèle 3. J'obtiens alors l'impact réel de chaque variable sur l'écart entre l'IPE et l'Ontario. J'ai inversé les signes des effets pour faciliter la lecture du tableau. Un signe négatif signifie une diminution de l'écart de PE et inversement pour un signe positif.

Prenons par exemple la proportion d'allophones. Il y a environ 13 points de pourcentage entre la proportion d'allophones moyenne dans une CEF de l'IPE et de l'Ontario. Une augmentation d'un point de pourcentage d'allophones dans la population diminue la PE d'environ 0,2 point. La faible proportion d'allophones à l'IPE augmente donc la PE de 2,6 points ($13 \times 0,2$) par rapport à l'Ontario, expliquant d'autant de points l'écart de PE entre l'IPE et le reste du Canada.

Cinq variables contribuent à expliquer l'écart de PE; trois ayant un impact substantiel et deux autres ayant un impact marginal. Le haut taux de participation à l'IPE s'explique donc par sa petite population (4,4 points), sa faible proportion d'allophones (2,6 points) et son insularité (1,8 points). Ces variables couvrent ensemble pratiquement la totalité de l'écart, soit environ 9 points. Les deux autres variables, soit l'âge médian de la population et la marge de victoire en pourcentage, diminuent l'écart 0,6 et 0,1 point respectivement.

À l’opposé, le taux plus élevé de chômage et la plus faible proportion de personnes ayant complété des études supérieures devraient diminuer la participation à l’IPE. Or, la province insulaire ayant une PE plus élevée que la moyenne canadienne, cela signifie l’écart de PE devient encore plus important lorsqu’on contrôle pour ces variables. En somme, l’écart réel, initialement estimé à 9,3 points, devrait plutôt être évalué à 12,5 points de différence.

Tableau 5. Calcul de l’effet des variables sur la participation électorale

No	Facteur	Variable	Diff. IPE Ontario	Coefficient modèle 3	Effet sur l’écart de PE
1	Population	Log de la population	-1,180	-3,695*	-4,362
2	Stabilité de la population	% de propriétaires de leur domicile	2,486	0,048	-0,118
3	Hétérogénéité de la population	% d’allophones	-12,945	-0,197***	-2,548
4	Degré de compétition	Marge de victoire en %	-2,272	-0,036**	-0,082
5	Fragmentation politique	Nombre effectif de partis	-0,178	<i>Variable non incluse dans le modèle 3</i>	
6	Insularité	Insularité (dichotomique)	1,000	1,747*	-1,747
7	Agriculture	% de travailleurs dans l’agriculture	7,649	<i>Variable non incluse dans le modèle 3</i>	
8	Fragilité de l’économie	Taux de chômage	4,113	-0,455***	+1,873
		Revenu médian (tranches de 1000 \$)	-13,107	0,032	+0,421
9	Superficie	Log de la superficie en km ²	0,806	<i>Variable non incluse dans le modèle 3</i>	
10	Contrôles	Âge médian	1,679	0,339***	-0,570
		% de diplômés universitaires	-5,793	0,228***	+1,321

Erreurs standards entre parenthèses * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Pour conclure, la petite taille et l'homogénéité de la population de l'IPE ainsi que le caractère insulaire de la province, qui expliquent environ 70% de l'écart « augmenté » de PE (en contrôlant pour le chômage et l'éducation) entre l'IPE et le reste du Canada (8,7 points sur 12,5) dans les quatre CEF de l'IPE. Un autre 5% (0,8 point sur 12,5) est expliqué par sa population en moyenne plus âgée ainsi que par des élections légèrement plus serrées et compétitives dans ses quatre circonscriptions.

Tests de robustesse

J'effectue une série de régressions supplémentaires pour valider la robustesse des présents résultats. D'abord, j'exécute à nouveau les modèles 2 et 3, mais pour chaque année séparément; les modèles 5 (base) et 6 (complet) pour 2006 et les modèles 7 (base) et 8 (complet) pour 2011 (voir tableau 5). Le modèle 8 est aussi performant que le modèle 3, expliquant 73 % de l'écart de PE en comparaison avec 75% de l'écart au modèle 3. Le coefficient de la majorité des variables explicatives demeurent assez stable en comparaison avec le modèle 3. Les deux principales exceptions sont l'insularité et le log de la population, qui voient leur coefficient devenir plus élevé.

À l'opposé, le modèle 6 explique peu l'écart de PE. Ceci est dû au fait que l'insularité et le log de la population ne sont alors plus significatifs. Ces changements importants pour le coefficient de ces deux variables sont probablement dus au fait qu'elles sont corrélées à -0,55 (population) et 0,48 (insularité) avec l'IPE (voir annexe 2 pour une matrice complète de corrélations).

Tableau 6. Déterminants de la participation électorale, par année

	Modèle 5 2006, base	Modèle 6 2006, complet	Modèle 7 2011, base	Modèle 8 2011, complet
TNL	-9.68*** (1.18)	-7.66*** (2.00)	-9.00*** (2.07)	-10.56*** (1.85)
IPE	6.79*** (1.12)	5.09° (3.06)	11.86*** (1.68)	4.21 (2.87)
NE	-2.45** (0.83)	-3.54** (1.20)	0.61 (0.77)	-2.24° (1.14)
NB	2.85* (1.40)	2.49 (1.97)	4.92*** (1.39)	3.30° (1.94)
QC	-2.67*** (0.64)	-2.56*** (0.54)	1.24 (0.72)	0.19 (0.62)
MA	-4.49* (1.85)	-3.23** (1.23)	-2.65 (2.07)	-3.17* (1.27)
SAS	-1.49 (1.07)	-1.04 (1.22)	1.39 (1.40)	-0.62 (1.10)
ALB	-4.69*** (1.12)	-3.70*** (0.88)	-5.74*** (1.15)	-5.76*** (0.79)
CB	-2.95** (0.90)	-2.93*** (0.63)	-1.18 (0.99)	-1.69** (0.64)
% propriétaires		0.03 (0.04)		0.05 (0.06)
% allophones		-0.19*** (0.02)		-0.20*** (0.02)
% éduc. supérieure		0.19*** (0.04)		0.26*** (0.05)
Taux chômage		-0.27** (0.10)		-0.55*** (0.13)
Marge de victoire, en %		-0.04* (0.02)		-0.01 (0.01)
Revenu médian		0.08 (0.05)		0.02 (0.07)
Âge médian		0.40*** (0.10)		0.35*** (0.09)
Population (log)		-1.64 (1.97)		-4.29** (1.64)
Insularité		0.34 (0.96)		2.91** (0.94)
Constante	66.41*** (0.43)	63.00** (23.04)	61.41*** (0.49)	94.13*** (19.35)
R-Carré	0.226	0.658	0.258	0.721
N	305	305	305	305

Erreurs standards entre parenthèses * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Enfin, la stabilité des autres variables dans les modèles 6 et 8 donnent confiance dans les résultats. D'une part, l'écart de PE serait donc en effet plus élevé que l'écart initialement évalué (en contrôlant le taux de chômage et le niveau d'éducation). D'autre part, les autres variables (allophones et âge médian) ont un effet stable sur la participation.

Comme second test de robustesse, je réitère le modèle 3 en utilisant différentes mesures des variables explicatives comme alternatives pour vérifier la robustesse de chacune d'entre elles (les résultats sont rapportés à l'annexe 4). Je teste donc les variables suivantes : le log de l'électorat (au lieu du log de la population), le pourcentage de la population active (au lieu du taux de chômage), la proportion de la population ayant 35 ans et plus (au lieu de l'âge médian), le pourcentage d'immigrants (au lieu du pourcentage d'allophones), la marge de victoire en valeur absolue (au lieu de la marge de victoire en pourcentage) et la proportion de personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins (au lieu de la proportion de personnes ayant terminé des études supérieures).

Les résultats vont dans l'ensemble dans la même direction et la même amplitude. Les coefficients sont parfois inversés, lorsque la variable alternative correspond au sens inverse de la variable initiale (par exemple : le pourcentage de la population active et le taux de chômage). Seule la marge de victoire en valeur absolue n'est pas significative. Le coefficient de la variable demeure néanmoins dans la bonne direction.¹⁴ Notons que le pourcentage d'immigrants arrivés dans les cinq dernières années a l'effet attendu, ce qui confirme que ce n'est pas spécifiquement l'effet de la proportion d'allophones qui compte dans une CEF, mais bien l'homogénéité de sa population.

¹⁴ Rappelons que c'est la marge de victoire en pourcentage qui est la mesure la plus utilisée (Geys 2006), et que cette mesure fonctionne bien dans cette étude.

Discussion

Ma revue de la littérature sur le particularisme de l'IPE et sur la PE a permis de relever 10 facteurs pouvant potentiellement contribuer à expliquer la forte participation aux élections à l'IPE. Une variable correspondant à chaque facteur a été sélectionnée en fonction de données disponibles. Parmi ces facteurs, cinq font partie des principaux prédicteurs de la participation électorale au niveau agrégé relevé par Cancela et Geys (2016; 2006). Quatre autres facteurs sont propres à l'IPE alors que le dixième facteur comprend deux variables contrôles supplémentaires; soit l'âge et le niveau d'éducation, deux des plus importants déterminants sociodémographiques de la PE au niveau individuel.

Une difficulté dans la recherche sur les comportements électoraux et politiques à l'Île-du-Prince-Édouard provient du manque d'études scientifiques déjà existantes à ce sujet et de données viables. Trop souvent, les sources de données au niveau individuel manquent d'observations pour la province. De même, l'IPE est souvent omise, sinon fusionnée avec les autres provinces maritimes, dans les recherches au niveau agrégé. Cette étude vient donc élargir notre connaissance sur la participation électorale à l'IPE, mais également au Canada.

J'ai dans cette étude estimé l'écart de PE entre l'IPE et la moyenne canadienne à 9,3 points. J'ai ensuite vérifié quelles variables avaient un effet significatif sur la PE au Canada et un effet substantiel sur l'écart de PE. Deux groupes de variables se démarquent. D'abord, le taux de chômage (plus élevé à l'IPE) et la proportion de personnes ayant un diplôme d'études supérieures (plus faible à l'IPE) ont un effet négatif sur la PE, rendant par le fait même l'écart de PE encore plus important en apparence. En effet, si l'écart demeure à 9,3 points, le contrôle de ces deux variables fait que l'IPE aurait alors en moyenne une PE de 12,5 points plus élevée

que dans le reste du Canada. En d'autres mots, si le taux de chômage et le taux de diplomation était le même à l'IPE et dans le reste du Canada, le taux de PE de l'IPE augmenterait d'environ 3,6 points de pourcentage.

Ensuite, la taille de la population, l'insularité et l'homogénéité de la population permettent d'expliquer 8,66 des 9,33 points de pourcentage d'écart entre l'IPE et le reste du Canada. Ceci représente environ 92% de l'écart. Si l'on se base sur « l'écart augmenté » de 12,5 points (contrôlant pour le chômage et l'éducation), ces variables permettent alors d'expliquer environ 70% de l'écart. En prenant en compte toutes les variables significatives, mon modèle permet d'expliquer 75% de « l'écart augmenté ».

Compte tenu de l'absence d'études antérieures sur la PE à l'IPE, la présente étude offre une première réponse sur les facteurs pouvant expliquer cet exceptionnalisme en matière de participation électorale. Certains de ces facteurs ne sont toutefois pas surprenants dans une certaine mesure lorsque l'on relit la littérature sur la spécificité de l'IPE. D'abord, la province est insulaire; il s'agit d'une caractéristique importante de la province, par laquelle la population s'identifie, comme étant les insulaires (*islanders*). Cette insularité crée, et créait encore plus avant le pont de la Confédération, un isolement par rapport au reste du Canada, contribuant à maintenir une certaine homogénéité de la population. Aussi, le fait d'avoir une plus petite population par CEF contribue à maintenir le caractère plus « humain », personnalisé, de proximité, de la politique de l'IPE. Enfin, n'oublions pas les élections réputées comme étant plus serrées à l'IPE, et ce particulièrement au palier provincial.

Je suis conscient des limites de mon étude provenant de l'utilisation de seulement deux élections. D'une part, ceci limite le nombre d'observations pour l'IPE et d'autre part, cela

restreint mon analyse à une période contemporaine. Toutefois, il est important de rappeler qu'il n'existe que trois combinaisons Recensements canadiens et élections fédérales avec un écart de moins de six mois dans l'histoire du Canada; 2000-2001, 2006 et 2011.¹⁵ Les combinaisons de 2006 et 2011 avaient l'avantage d'avoir les mêmes CEF, ce qui permettait la prise en compte de la corrélation intragroupe pour les CEF. Rappelons également que l'écart de PE entre l'IPE et le reste du Canada persiste depuis au moins un centenaire et semble relativement stable. Ceci renforce grandement la confiance que l'on peut accorder aux résultats.

Je conclus sur la question de l'effet de l'insularité des CEF sur leur taux de PE. La variable d'insularité conserve un effet positif similaire avec ou sans les observations de l'IPE dans l'analyse (voir modèles 3 et 4). Néanmoins, il demeure assez flou en quoi le caractère insulaire d'une CEF pourrait favoriser son taux de PE. L'exemple par excellence au Canada est la province de Terre-Neuve-et-Labrador (TNL), dont la PE est en moyenne 9,5 points en deçà de la moyenne canadienne (voir modèles 1 et 2). L'insularité pourrait être une source d'isolement permettant dans le temps le développement d'une culture politique distincte. Le cas de l'IPE serait clairement un exemple du développement d'une participation active de la population à la politique, mais TNL sert ici de contre-exemple avec sa faible PE. La mise au point d'un indice d'éloignement pour les CEF, considérant la distance, le temps et le coût de déplacement, comme créé par Alasia et ses collègues (2017) pour les collectivités canadiennes, pourrait être une piste intéressante à suivre, permettant éventuellement de distinguer l'aspect purement insulaire de la question de l'isolement.

¹⁵ La combinaison de l'élection fédérale de 2015 et du recensement de 2016 à environ sept mois d'écart. Les CEF de 2015 diffèrent cependant de 2006 et 2011. Enfin, les données du recensement de 2016, nécessaires à la présente analyse n'ont été diffusées que très récemment.

3. Conclusion

Ce mémoire de maîtrise a été consacré à la question de l'exceptionnalisme de l'Île-du-Prince-Édouard en matière de participation électorale. Bien que la politique de l'IPE soit mieux connue par les politologues canadiens de par son statut de province, les connaissances acquises jusqu'à présent sur sa culture politique demeurent limitées. De ce fait, ce mémoire se pose comme un ajout important dans une meilleure compréhension des comportements politiques et électoraux dans cette petite province insulaire.

J'ai dans un premier temps effectué une revue de la littérature se divisant en deux parties. La première partie a pour sujet les spécificités et l'histoire de la province de l'IPE. Cette revue a permis de mieux saisir plusieurs particularités de l'IPE en dehors de son insularité et sa « petitesse » en matière de population et de territoire. La seconde partie, pour sa part, porte sur la participation électorale au niveau agrégé. Celle-ci se basait entre autres sur les méta-analyses de Geys (2006) et Cancela et Geys (2016) et plus principalement sur les variables sociodémographiques et politiques.

Une lecture croisée de ces deux littératures m'a permis dans un deuxième temps de sélectionner 10 facteurs pouvant expliquer la participation électorale. J'ai utilisé dans cette étude une combinaison des Recensements canadiens de 2006 et 2011 avec les résultats électoraux de 2006 et 2011. Pour chaque facteur, une variable correspondante a été sélectionnée en fonction des données disponibles. Deux variables ont été sélectionnées pour la fragilité de l'économie et deux autres comme variables contrôles. Avant d'entamer mes analyses, j'ai dans un troisième temps estimé l'écart de PE entre l'IPE et le reste du Canada en

me basant sur les 30 dernières élections fédérales (modèle 1) et sur les élections fédérales de 2006 et 2011 (modèle 2). Cet écart s'élève donc à environ 9,3 points de pourcentage.

Dans un quatrième temps, j'ai mené des analyses afin de déterminer quelles variables influençaient à la fois la PE aux élections fédérales canadiennes et l'écart de PE entre l'IPE et le reste du Canada. J'ai ainsi identifié un total de sept variables répondant à ces deux critères. J'ai ensuite pu mesurer l'impact réel de ces variables sur l'écart de PE. En somme, cinq des sept variables identifiées ont un effet significatif et substantiel, de plus d'un point sur l'écart de participation.

Deux variables, le taux de chômage et le taux de diplomation viennent en fait « augmenter » l'écart réel de PE de 9,3 à 12,5 points de pourcentage. Enfin, les trois autres variables, soit le log de la population, le pourcentage d'allophones et l'insularité, permettent d'expliquer environ 9 points de l'écart. En considérant toutes les variables significatives expliquant l'écart de PE, mon modèle permet d'expliquer environ 75 % de cet écart. Ceci signifie que le mystère sur la participation aux élections à l'Île-du-Prince-Édouard est résolu en bonne partie.

Contributions à la recherche

Parmi les variables explicatives, deux ont été identifiées comme n'ayant aucun effet significatif ni sur le taux de participation ni sur l'écart de PE. Il s'agit du NEP (pour le facteur de fragmentation politique) et de la proportion de personnes travaillant dans le secteur agricole (facteur : caractère agricole de l'IPE). L'absence d'effet du NEP s'ajoute au manque de consensus déjà constaté dans la littérature à son sujet (Cancela et Geys 2016; Geys 2006). De même, l'absence d'effet pour la proportion de personnes travaillant dans l'agriculture s'oppose

la mince littérature trouvant un effet positif et significatif sur la PE (Studlar, Flickinger et Bennett 2003; Wolfinger et Rosenstone 1980; Goetz et Rupasingha 2006). À noter qu'au moins un second article ne trouve pas d'effet significatif (Flickinger et Studlar 2007).

Trois autres variables, soit le pourcentage de personne possédant son domicile (pour la stabilité de la population), le revenu médian par foyer (économie) et la superficie des CEF (superficie), n'ont pas d'effet significatif sur la PE dans le modèle complet (modèle 3). De plus, leur effet combiné sur l'écart de PE est marginal, totalisant moins d'un point. Encore une fois, pour ce qui est du revenu médian, l'absence de littérature valide l'absence d'effet significatif sur la PE. Rappelons néanmoins que le revenu n'est pas sans effet sur le vote. D'autres études ont déjà démontré qu'au niveau individuel, les personnes avec un revenu ont une plus grande propension à voter (Smets et van Ham 2013; Wolfinger et Wolfinger 2008; Blais 2000; Brady, Verba et Scholozman 1995).

L'inclusion du log de la superficie a été motivée par le souci d'éviter de contrôler deux fois la taille de la population et du territoire en utilisant la densité de population. Or, il semble y avoir un soutien modéré dans la littérature (33 % des études sur 85 études) pour la présence d'un effet négatif significatif de cette variable (Cancela et Geys 2016). J'ai donc effectué d'autres régressions en contrôlant pour la densité de population avec ou sans les variables de population et de superficie. La densité de population et la superficie n'ont cependant jamais de coefficient significatif, ce qui suggère un soutien plus faible pour la présence d'effet de ces variables sur la PE.

Il est difficile de tirer des conclusions sur l'effet de la stabilité de la population sur la PE au Canada dans cette analyse. Bien que la variable de proportion de la population possédant son

domicile n'ait pas d'effet significatif, les deux autres principales variables utilisées pour ce facteur (balance des naissances et des morts et balance de l'immigration et de l'émigration) dans la littérature (Geys 2006) n'ont pas été utilisées par manque de données. Néanmoins, on peut supposer que la variable d'immigration employée dans l'annexe 4 peut suggérer un potentiel effet positif de la stabilité de la population sur la participation électorale (bien qu'elle ne prenne pas en compte l'émigration hors de l'IPE).

Mes résultats montrent que l'écart de participation entre l'IPE et le reste du Canada est augmenté par deux variables : le chômage (pour l'économie) et le niveau de diplomation (variable contrôle). Le taux de chômage a un effet négatif sur la PE au Canada dans mes analyses. Ce résultat s'ajoute à une petite littérature (au niveau individuel et agrégé) partagée à son sujet. Burden et Wichowsky (2014) trouvent que le taux de chômage (au niveau agrégé) a un effet de mobilisation pour aller voter aux États-Unis, alors que Rosenstone (1982), toujours aux États-Unis, trouve que le chômage (au niveau individuel) a un effet négatif. André Blais (2000), pour sa part, constate plutôt que le chômage (au niveau individuel), à un coefficient non significatif (mais positif), à partir de données du CSES.¹⁶ Enfin, Smets et van Ham, dans leur méta-analyse (2013), partent de l'hypothèse que le chômage devrait avoir un effet positif sur le vote, mais constatent qu'une majorité d'études (13 études sur 18; 33 analyses sur 50; aucun cas déviant, où l'effet serait négatif) n'obtiennent pas de résultats concluants (au niveau individuel).

Je trouve également qu'une population plus éduquée ou plus âgée a plus tendance à aller voter. Ce qui est intéressant pour ces deux variables est qu'elles sont deux importants prédicteurs de

¹⁶ Il utilise des données du CSES 1996-2000 pour neuf pays démocratiques, soit l'Australie, la République Tchèque, le Royaume-Uni, Israël, la Pologne, la Roumanie, l'Espagne, Taiwan et les États-Unis.

la PE au niveau individuel (Smets et van Ham 2013; Blais 2000; Wolfinger et Rosenstone 1980). Mes résultats suggèrent donc que ces variables auraient également un effet sur la PE au niveau agrégé. Je crois qu'il pourrait donc être pertinent et intéressant de s'attarder à ces variables dans des recherches futures.

Notons par ailleurs que la marge de victoire (facteur de compétitivité des élections) est significative dans deux tests sur trois (dans les modèles 3 et 6 et non pour le modèle 8). Dans la méta-analyse de Cancela et Geys (2016), 69 % des études et 61 % des tests fonctionnaient pour cette variable. On peut en conclure que la compétitivité joue en moyenne au Canada, mais non sans quelques variations.

Enfin, les trois dernières variables utilisées dans mes analyses, soit le log de la population (pour la taille de la population), l'insularité (insularité) et la proportion d'allophones (homogénéité), ont un effet important sur l'écart de PE ainsi que sur le taux de PE au Canada. La taille de la population ne fonctionne que pour deux des trois modèles, comme pour la marge de victoire. De même, la littérature apporte un soutien incomplet avec un taux de succès de 57 % des études et 53 % pour cette variable (Cancela et Geys 2016). Il a été mentionné précédemment que l'insularité fonctionnait même dans le modèle 4, alors que les observations de l'IPE étaient retirées de l'analyse. Ceci suggérerait par exemple que TNL aurait un taux de PE encore plus faible étant donnée l'insularité de l'île de Terre-Neuve. Pour terminer, la proportion d'allophones (modèle 3) et la proportion de migrants (annexe 4) ont des effets négatifs significatifs sur la PE. Ces résultats contribuent à la littérature trouvant un effet positif de l'homogénéité de la population (mes deux variables sont des mesures d'hétérogénéité) sur la participation électorale.

Recherches futures

Trois principales pistes de recherches futures s'ouvrent à la suite des résultats de ce mémoire. La première piste consisterait à contre-valider ces résultats au niveau individuel. Une stratégie possible serait de combiner l'ensemble des études électorales canadiennes afin d'obtenir un échantillon substantiel pour l'IPE. Cette option permettrait d'avoir des données pour les élections entre 1965 et 2015. Toutefois, considérant les variations dans les questions au fil du temps dans les études électorales canadiennes, il serait essentiel de s'assurer que les mesures nécessaires se répètent et ne changent pas dans le temps. Une autre stratégie serait d'effectuer un nouveau sondage pancanadien avec un échantillon suffisant pour l'IPE. Aller vers le niveau individuel serait particulièrement intéressant, afin de vérifier la robustesse des résultats; si les variables identifiées expliquant l'écart de PE tiennent toujours. Toutefois, cette piste semble être difficile à réaliser.

Une seconde piste serait de mener des analyses similaires, au niveau agrégé, mais avec plus d'observations. Une option serait de rester avec le Canada et d'ajouter les combinaisons de Recensements canadiens et d'élections fédérales de 2000-01, 2015-16, voire de 1996-97 (13 mois d'écart). Une autre option serait d'ajouter des observations d'autre(s) pays ayant une île/province/territoire insulaire. Ceci serait particulièrement intéressant avec l'utilisation de données plus précises sur le caractère insulaire ou sur le degré d'isolement. Cette option pourrait éventuellement donner une validité externe à mon étude ou, si les résultats sont nuls, venir souligner l'exceptionnalisme de l'IPE en matière de PE.

Pour terminer, une troisième piste de recherche serait de se retourner vers l'autre province insulaire canadienne : Terre-Neuve-et-Labrador. En effet, la province de Terre-Neuve semble

dans cette recherche se démarquer des autres provinces pour deux motifs. Tout d'abord, on peut retrouver le même phénomène d'écart de participation entre la moyenne canadienne et TNL. Or, contrairement à l'IPE, cet écart provient d'une participation plus basse pour TNL. Ensuite, cet écart de PE persiste dans tous les modèles du mémoire. Ceci est surprenant considérant que TNL a plusieurs caractéristiques communes avec l'IPE : insularité, population plus petite, plus homogène, plus âgée. Ceci suggère soit que les variables expliquant la PE au Canada n'ont pas les mêmes effets à TNL, soit que d'autres variables pourraient affecter négativement et de façon importante la participation dans cette province.

Les leçons du cas de l'Île-du-Prince-Édouard dans le cadre canadien

La participation aux élections est souvent considérée comme un signe d'une démocratie en santé. De même, la baisse de la participation électorale dans la majorité des démocraties au cours des dernières décennies a apporté beaucoup de questionnements au sein de la communauté scientifique et alimenté plusieurs recherches (Gallego 2009; Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte 2004; Pammet et LeDuc 2003; Mark et Caul 2000; Cohen 1982).

Cette diminution de la PE s'est également ressentie au Canada et à l'IPE, comme l'on peut le constater au graphique 1. Les deux entités politiques ont en fait connu leur plus faible taux de PE enregistrée dans une élection au fédéral depuis la fondation du Canada, avec respectivement 58,8 % pour la moyenne canadienne et 68,9 % pour l'IPE. Il s'agit de la seule élection où le Canada a vu sa PE passer sous la barre des 60 % et l'IPE a vu baisser sa participation sous les 70 %. Malgré tout, une certaine remontée de la PE s'est fait ressentir avec une augmentation de la participation aux élections de 2011 et 2015.

Face à cette « crise de la participation électorale », que peut-on retenir de cette étude sur l'exceptionnalisme de l'Île-du-Prince-Édouard en matière de participation électorale? Cette étude a d'abord permis de développer un modèle au niveau agrégé expliquant la participation électorale au Canada. Parmi les variables identifiées dans ce modèle, certaines sont impossibles à modifier dans une CEF sur le plan pratique (par exemple l'insularité ou l'âge médian de la population) et ne peuvent donc inspirer des recommandations pour rehausser la participation électorale. Toutefois, il demeure possible pour l'État de s'attarder aux autres facteurs identifiés.

D'abord, il y a le chômage et l'économie en général. Il s'agit d'enjeux consensuels ou « valence » pour lesquels l'État accorde déjà une attention particulière. Conserver une économie en santé rapporterait à l'élection suivante non seulement des votes pour le parti sortant, mais encouragerait une participation plus élevée.

Ensuite, il y a la taille de la population d'une circonscription donnée. Lors d'une révision d'une carte électorale, une considération supplémentaire pourrait être accordée au fait que la présence de circonscriptions moins peuplées favorise une participation plus élevée. Ceci pourrait toutefois entraîner une augmentation du nombre de circonscriptions.

Il y a aussi la question de l'éducation. Une hausse du taux de diplomation pour les études supérieures favorise aussi la PE. Développer et promouvoir l'éducation citoyenne, soutenir activement le système d'éducation et assurer l'accès à l'éducation pour tous, aurait pour effet d'augmenter la propension à aller voter de la population.

Enfin, il y a question de l'homogénéité de la population. Considérant les nombreux avantages économiques, sociaux et culturels de l'immigration, l'État aurait pour avantage de développer

sa politique d'intégration des nouveaux immigrants. Ceci pourrait permettre aux nouveaux immigrants de s'intéresser davantage à la société, ce qui aurait pour effet d'augmenter le taux de participation électorale lorsqu'ils obtiennent le droit de vote.

En somme, un gouvernement désirant favoriser la participation électorale pourrait entre autres miser sur meilleure intégration des immigrants et sur des investissements plus importants en éducation. J'estime personnellement qu'il s'agit des deux voies les plus réalistes parmi celles ici énumérées. Bien que la question de la participation électorale ne devrait pas être le motif premier pour investir temps, argent et ressources dans ces deux sphères, il n'en demeure pas moins que ces options auraient en fin de compte des répercussions positives supplémentaires. La participation citoyenne dans la politique, et donc dans les élections, est l'un des piliers d'une démocratie fonctionnelle et en santé.

Références bibliographiques

- Adamson, Agar. 1983. « Les élections générales de 1982 dans l'Île-du-Prince-Édouard ». *Revue parlementaire canadienne* 6 (no 4) : 5-7.
- Alan, Paul. 2016. « Le plébiscite de 2016 sur le renouveau démocratique organisé à l'Île du Prince Édouard ». *Revue parlementaire canadienne* 39 (no 4) : 7-10.
- Alasia, Alessandro, Frédéric Bédard, Julie Bélanger, Eric Guimond et Christopher Penney. 2017. « Rapports sur les projets spéciaux sur les entreprises Mesurer l'éloignement et l'accessibilité : Un ensemble d'indices applicables aux collectivités canadiennes ». *Statistique Canada* ISBN 978-0-660-08283-7.
- Baglole, Harry. 1977. *Exploring Island History: A Guide to the Historical Resources of Prince Edward Island*. Belfast [Île-du-Prince-Édouard] : Ragweed Press.
- Berch, Neil. 1993. « Another look at closeness and turnout: The case of the 1979 and 1980 Canadian national elections ». *Political Research Quarterly* 46 (no 2) : 421-432.
- Bevelander, Pieter et Ravi Pendakur. 2009. Social capital and voting participation of immigrants and minorities in Canada, *Ethnic and Racial Studies*, 32 (no 8) : 1406-1430.
- Black, Jerome. (2011). « Immigrant and minority political incorporation in Canada: A review with some reflections on Canadian-American comparison possibilities ». *American Behavioral Scientist* 55 (no 9) : 1160-1188.
- Blais, André et Agnieszka Dobrzynska. 1998. « Turnout in electoral democracies ». *European Journal of Political Research* 33 : 239-261.
- Blais, André, Eva Anduiza et Aina Gallego. 2011. « Decentralization and voter turnout ». *Environment and Planning C: Government and Policy* 29 (no 2) : 297-320.
- Blais, André, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte. 2004. « Where does turnout decline come from? ». *European Journal of Political Research* 43 : 221-236.
- Blais, André et Carty R. Kenneth. 1990. « Does proportional representation foster voter turnout? ». *European Journal of Political Research* 18 (no 2) : 167-181.
- Blanchard, Joseph-Henri. 1964. *The Acadians of Prince Edward Island*. Québec : Le Droit et Leclerc.

- Boyland, Doug. 2000. « Introduction à la vie politique de l'Île-du-Prince-Édouard ». *Revue parlementaire canadienne* 23 (no 2) : 2-5.
- Brady, Henry, Sidney Verba et Kay Lehman Schlozman. 1995. « Beyond SES: A resource model of political participation ». *American Political Science Review* 89 (no 2) : 271-294.
- Breux, Sandra, Jérôme Couture et Royce Koop. (2017). « Turnout in Local Elections: Evidence from Canadian Cities, 2004–2014 ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 50 (no 3) : 699-722.
- Brians, Craig Leonard. 1997. « Residential Mobility, Voter Registration, and Electoral Participation in Canada ». *Political Research Quarterly*, 50 (no 1) : 215-227.
- Brown, Jordan. 2016. « Renouveau démocratique à l'Île-du-Prince-Édouard ». *Revue parlementaire canadienne*, 39 (no 4) : 3-6.
- Bumsted, John Michael. 1987. *Land, settlement, and politics on eighteenth-century Prince Edward Island*. McGill-Queen's Press.
- Burden, Barry C. et Amber Wichowsky. 2014. « Economic discontent as a mobilizer: unemployment and voter turnout ». *The Journal of Politics* 76 (no 4) : 887-898.
- Campbell, David. 2006. *Why we vote: How schools and communities shape our civic life*. Princeton : Princeton University Press.
- Cancela, Joao et Benny Geys. 2016. « Explaining voter turnout: A meta-analysis of national and subnational Elections ». *Electoral Studies* 42 (no 1) : 264-275.
- Clark, Andrew Hill. 1977. *Three Centuries and the Island: A Historical Geography of Settlement and Agriculture in Prince Edward Island, Canada*. Toronto : University of Toronto Press.
- Cohen, Jeffrey. 1982. Change in election calendars and turnout decline: a test of Boyd's hypothesis. *American Politics Quarterly* 10 (no 2) : 246-254.
- Cousins, John Andrew. 2000. « Electoral Reform for Prince Edward Island: A Discussion Paper ». *Institute of Island Studies, University of Prince Edward Island*.
- Cousins, John Andrew. 2002. « La réforme électorale à l'Île-du-Prince-Édouard ». *Revue parlementaire canadienne* 25 (no 4) : 26-36.
- Crewe, Ivor. 1981. « Electoral participation ». Dans David Butler, Howard R. Penniman et Austin Ranney, dir., *Democracy at the polls: A comparative study of competitive national elections*. Washington, DC : American Enterprise Institute.

- Desserud, Don. 2016. « Prince Edward Island ». Dans Jared Wesley, dir., *Big worlds: Politics and elections in the Canadian provinces and territories*. Toronto : University of Toronto Press.
- Desserud, Don. 2016. « The 2015 Provincial Election in Prince Edward Island ». *Canadian Political Science Review* 10 (no 1) : 31-57.
- Desserud, Don et Jeffrey F. Collins. 2017. « The ongoing saga of electoral reform in PEI » *Policy options* (Montréal), 11 avril 2017.
- Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New-York : Harper.
- Driscoll, Fred. 1988. « Île-du-Prince-Édouard : Aperçu historique et politique ». *Revue parlementaire canadienne* 11 (no 2) : 2-16.
- Eagles, Munroe. 1991. « Voting and non-voting in Canadian federal elections: An ecological Analysis ». *Voter Turnout in Canada* vol. 15 : 3-32.
- Endersby, James, Steven E. Galatas et Chapman B. Rackaway. 2002. « Closeness Counts in Canada: Voter Participation in the 1993 and 1997 Federal Election ». *The Journal of Politics* 64 (no 2) : 610-631.
- Flickinger, Richard S. et Donley Studlar. 2007. « One Europe, many electorates? Models of turnout in European Parliament elections after 2004 ». *Comparative Political Studies* 40 (no 4) : 383-404.
- Franklin, Mark. 2004. *Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945*. New-York : Cambridge University Press.
- Franklin, Mark. 1996. « Electoral participation ». In Lawrence LeDuc, Richard G. Niemi et Pippa Norris, dir., *Comparing democracies: Elections and voting in global perspective*. Thousand Oaks : Sage Publications.
- Gaines, Brian. 1999. « Duverger's Law and the Meaning of Canadian Exceptionalism ». *Comparative Political Studies* 32 (no 7) : 835-861.
- Gallego, Aina. 2009. « Where else does turnout decline come from? Education, age, generation and period effects in three European countries ». *Scandinavian Political Studies* 32 (no 1) : 23-44.
- Geys, Benny. 2006. « Explaining voter turnout: A review of aggregate-level research ». *Electoral Studies* 25 : 637-663.
- Goetz, Stephan J. et Anil Rupasingha. 2006. « Wal-Mart and social capital ». *American Journal of Agricultural Economics* 88 (no 5) : 1304-1310.

- Government of Prince Edward Island. 2015. *White Paper on Democratic Renewal*. Charlottetown : Government of Prince Edward Island.
- Gray, Mark et Miki Caul. 2000. « Declining Voter Turnout in Advanced Industrial Democracies, 1950 to 1997: The Effets of Declining Group Mobilization ». *Comparative Political Studies* 33 (no 9) : 1091-1122.
- Harvey, Daniel Cobb. 1926. *The French Régime in Prince Edward Island*. New Haven : Yale University Press.
- Jackman, Robert et Ross A. Miller. 1995. « Voter Turnout in the Industrial Democracies During the 1980s ». *Comparative Political Studies* 27 (no 4) : 467-492.
- Jackman, Robert. 1987. « Political Institutions and Voter Turnout in the Industrial Democracies ». *The American Political Science Review* 81 (no 2) : 405-424.
- Lapp, Miriam. 1999. « Ethnic Group Leaders and the Mobilization of Voter Turnout: Evidence from Five Montreal Communities ». *Canadian Ethnic Studies* 31 (no 2) : 17-42.
- Lea, Jeannie. 2006. « Le plébiscite de l'Île-du-Prince-Édouard sur la réforme électorale ». *Revue parlementaire canadienne* 29 (no 1) : 4-8.
- Lithwick, Dara et Erin Virgint. 2016. « Something in the soil? Electoral reform in Prince Edward Island » *Policy options* (Montréal), 23 juin 2016.
- MacDonald, Heidi. 2003. « Developing a Strong Roman Catholic Social Order in Late Nineteenth-Century Prince Edward Island ». *Historical Studies* 69 : 34-51.
- MacKinnon, Frank. 1951. *The Government of Prince Edward Island*. Toronto : University of Toronto Press.
- MacKinnon, Frank. 1949. « Some Peculiarities of Cabinet Government in Prince Edward Island ». *The Canadian Journal of Economics and Political Science* 15 (no 3) : 310-321.
- MacKinnon, Wayne. 2011. « L'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard ». *Revue parlementaire canadienne* 34 (no 2) : 8-18.
- MacKinnon, Wayne. 2007. « The 2007 Provincial Election in Prince Edward Island ». *Canadian Political Science Review* 1 (no 2) : 69-74.
- McKenna, Peter. 2006. « Opting out of electoral reform – why PEI chose the status quo » *Policy options* (Montréal), 1 juin 2006.
- McKenna, Peter et Donald Desserud. 2013. « The 2011 Provincial Election in Prince Edward Island ». *Canadian Political Science Review* 7 (no 1) : 164-176.

- Morin, Michel. 2008. « L'évolution du mode de scrutin dans les colonies et les provinces de l'Amérique du Nord britannique, de 1958 à nos jours ». *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke* 39 : 153-222.
- Nakhaie, M. Reza. 2006. « Electoral Participation in Municipal, Provincial and Federal Elections in Canada ». *Canadian Political Science Review* 7 (no 1) : 164-176.
- Pammet, Jon H. et Lawrence LeDuc. 2003. *Explaining the Turnout Decline in Canadian Federal Elections: A New Survey of Non-voters*. Ottawa : Elections Canada.
- Powell, G. Bingham. 1986. « American voter turnout in comparative perspective ». *American Political Science Review* 80 (no 1) : 17-43.
- Pruysers, Scott. 2014. « Canadian Party Politics in the 2000s: A Re-examination of the Regionalization Thesis ». *Canadian Political Science Review* 58 (no 1) : 27-42.
- Putnam, Robert David. 2001. *Bowling alone: The collapse and revival of American community*. New York : Simon and Schuster.
- Riker, William et Peter Ordeshook. 1968. « A Theory of the Calculus of Voting ». *The American Political Science Review* 62 (no 1) : 25-42.
- Rosenstone, Steven. 1982. « Economic adversity and voter turnout ». *American Journal of Political Science* 26 (no 1) : 25-46.
- Scarrow, Howard. 1961. « Patterns of Voter Turnout in Canada ». *Midwest Journal of Political Science* 5 (no 4) : 164-176.
- Siaroff, Alan et Jared Wesley. 2015. « Comparative voter turnout in the Canadian provinces since 1965: the importance of context ». *Canadian Political Science Review* 9 (no 1) : 147-163.
- Smets, Kaat et Carolien Van Ham. 2013. « The embarrassment of riches? A meta-analysis of individual-level research on voter turnout ». *Electoral Studies* 32 (no 2) : 344-359.
- Special committee on democratic renewal. 2015. *Recommendations in Response to the White Paper on Democratic Renewal*. Charlottetown : Special committee on democratic renewal.
- Special committee on democratic renewal. 2016. *Recommendations in Response to the White Paper on Democratic Renewal - A Plebiscite Question*. Charlottetown : Special committee on democratic renewal.
- Stewart, Ian. 1986. « Friends at Court: Federalism and Provincial Elections on Prince Edward Island ». *Canadian Journal of Political Science* 19 (no 1) : 127-150.

- Stockemer, Daniel. 2017. « What affects voter turnout? A review article/meta-analysis of aggregate research ». *Government and Opposition* 52 (no 4) : 698-722.
- Studlar, Donley. 2001. « Canadian Exceptionalism: Explaining Differences over Time in Provincial and Federal Voter Turnout ». *Canadian Journal of Political Science* 34 (no 2) : 299-319.
- Studlar, Donley, Richard S. Flickinger et Stephen Bennett. 2003. « Turnout in European parliament elections: Towards a European-centred model ». *British Elections & Parties Review* 13 (no 1) : 195-209.
- Warburton, Alexander Bannerman. 1923. *A History of Prince Edward Island*. St. John [Nouveau-Brunswick] : Barns & Co Limited.
- Wolfinger, Nicholas H. et Raymond E. Wolfinger. (2008). « Family structure and voter turnout ». *Social forces* 86 (no 4) : 1513-1528.
- Wolfinger, Raymond E. et Steven J. Rosenstone. 1980. *Who votes?* New Haven : Yale University Press.
- Zimmer, Troy. 1976. « Urbanization, social diversity, voter turnout, and political competition in US elections: analysis of congressional districts for 1972 ». *Social Science Quarterly* 56 (no 4) : 689-697.

Annexes

Annexe 1 : Distribution des variables

Variable	N	Moyenne Canada	Moyenne IPE	Moyenne Ontario	Min	Max
PE	610	62,847	73,238	63,908	40,300	77,000
Élection 2011	610	0,500	0	0	0	1
TNL	610	0,023	0	0	0	1
IPE	610	0,013	1	0	0	1
NE	610	0,036	0	0	0	1
NB	610	0,033	0	0	0	1
QC	610	0,246	0	0	0	1
ON	610	0,348	0	1	0	1
MA	610	0,046	0	0	0	1
SAS	610	0,046	0	0	0	1
ALB	610	0,092	0	0	0	1
CB	610	0,118	0	0	0	1
% propriétaires	610	69,626	74,203	71,718	25,103	94,305
% allophones	610	10,423	1,503	14,448	0,085	55,488
% études sup.	610	20,814	17,492	23,285	6,587	57,349
% chômage	610	7,530	11,600	7,487	3	26,4
Marge vict., %	610	21,354	15,158	17,430	0,019	75,153
Revenu médian	610	58,409	51,165	64,272	31,997	123,052
Âge médian	610	40,438	41,813	40,133	26,200	50,100
Log population	610	11,498	10,430	11,611	10,180	12,046
Log superficie	610	6,617	6,580	5,774	2,189	13,551
Insularité	610	0,056	1	0	0	1
Log électorat	610	11,232	10,204	11,313	9,892	11,945
% pop. active	610	66,061	68,288	65,972	51,900	78,000
% 35 ans et plus	610	57,140	58,656	56,783	38,558	68,106
% migrants	610	3,647	1,869	4,323	0,135	19,353
Marge vict., abs.	610	10 283,700	2 977,625	9 208,000	9	41 691
% études sec.	610	48,190	50,072	47,690	23,475	70,675

Annexe 2 : Matrice de corrélation

	PE	Élection 2011	TNL	IPE	NE	NB	QC	ON	MA	SAS	ALB	CB	% propriétaires	% allophones
PE	1,000													
Élection 2011	-0,305	1,000												
TNL	-0,225	0,000	1,000											
IPE	0,212	0,000	-0,018	1,000										
NE	0,005	0,000	-0,030	-0,022	1,000									
NB	0,162	0,000	-0,028	-0,021	-0,036	1,000								
QC	0,035	0,000	-0,088	-0,066	-0,111	-0,105	1,000							
ON	0,137	0,000	-0,112	-0,084	-0,141	-0,134	-0,417	1,000						
MA	-0,098	0,000	-0,034	-0,025	-0,042	-0,040	-0,125	-0,160	1,000					
SAS	0,039	0,000	-0,034	-0,025	-0,042	-0,040	-0,125	-0,160	-0,048	1,000				
ALB	-0,234	0,000	-0,049	-0,037	-0,062	-0,059	-0,182	-0,232	-0,070	-0,070	1,000			
CB	-0,065	0,000	-0,056	-0,042	-0,071	-0,067	-0,209	-0,267	-0,080	-0,080	-0,116	1,000		
% propriétaires	0,186	0,007	0,086	0,036	0,037	0,092	-0,312	0,105	-0,007	0,037	0,100	0,028	1,000	
% allophones	-0,393	0,022	-0,115	-0,087	-0,140	-0,145	-0,155	0,249	-0,002	-0,094	-0,017	0,162	-0,311	1,000
% études sup.	0,193	-0,089	-0,111	-0,037	-0,031	-0,100	-0,061	0,174	-0,056	-0,109	-0,005	0,074	-0,399	0,476
% chômage	-0,326	0,179	0,483	0,150	0,159	0,209	-0,035	-0,010	-0,099	-0,108	-0,252	-0,062	-0,150	0,074
Marge vict., %	-0,212	0,040	-0,041	-0,045	-0,068	-0,031	-0,085	-0,179	0,055	0,029	0,550	-0,079	0,177	-0,075
Revenu médian	0,060	0,262	-0,066	-0,059	-0,107	-0,122	-0,322	0,302	-0,082	-0,067	0,321	-0,026	0,552	0,097
Âge médian	0,280	0,174	0,077	0,042	0,127	0,115	0,184	-0,059	-0,129	-0,111	-0,338	0,112	0,171	-0,434
Log population	-0,162	0,101	-0,246	-0,546	-0,151	-0,253	-0,008	0,366	-0,192	-0,341	0,173	0,195	-0,026	0,348
Log superficie	0,011	0,000	0,143	-0,002	0,076	0,110	-0,085	-0,222	0,026	0,259	0,063	0,030	0,383	-0,483
Insularité	0,026	0,014	0,535	0,475	0,030	-0,045	-0,139	-0,177	-0,053	-0,053	-0,077	0,177	0,115	-0,144
Log électorat	-0,011	0,096	-0,214	-0,511	-0,097	-0,201	0,125	0,253	-0,232	-0,370	0,175	0,141	0,056	0,125
% pop. active	0,147	-0,085	-0,179	0,048	-0,125	-0,100	-0,161	-0,012	0,041	0,106	0,450	-0,071	0,202	-0,007
% 35 ans et plus	0,291	0,116	0,111	0,037	0,141	0,141	0,175	-0,056	-0,146	-0,140	-0,356	0,129	0,154	-0,404
% migrants	-0,247	0,003	-0,125	-0,057	-0,109	-0,128	-0,115	0,136	0,032	-0,087	0,057	0,148	-0,525	0,802
Marge vict., abs.	-0,097	0,050	-0,083	-0,104	-0,088	-0,068	-0,055	-0,097	-0,034	-0,072	0,566	-0,058	0,216	-0,088
% études sec.	-0,246	-0,218	0,104	0,027	0,001	0,136	-0,170	-0,045	0,181	0,197	-0,008	-0,079	0,275	-0,200

Matrice de corrélation (suite)

	% études supérieures	% chômage	Marge victoire. %	Revenu médian	Âge médian	Log population	Log superficie	Insularité	Log électorat	% population active	% 35 ans et plus	% migrants	Marge victoire. abs.	% études secondaires
% études sup.	1,000													
% chômage	-0,198	1,000												
Marge vict., %	-0,140	-0,223	1,000											
Revenu médian	0,214	-0,375	0,203	1,000										
Âge médian	-0,289	0,227	-0,173	-0,330	1,000									
Log population	0,288	-0,320	0,081	0,342	-0,140	1,000								
Log superficie	-0,551	0,118	0,154	-0,073	0,233	-0,363	1,000							
Insularité	-0,083	0,372	-0,103	-0,113	0,224	-0,302	0,132	1,000						
Log électorat	0,274	-0,377	0,077	0,362	-0,014	0,934	-0,308	-0,253	1,000					
% pop. active	0,267	-0,653	0,322	0,626	-0,637	0,141	-0,130	-0,202	0,170	1,000				
% 35 ans et plus	-0,243	0,256	-0,194	-0,344	0,985	-0,132	0,192	0,239	-0,007	-0,638	1,000			
% migrants	0,735	-0,023	-0,064	0,015	-0,417	0,309	-0,574	-0,113	0,140	0,111	-0,382	1,000		
Marge vict., abs.	-0,040	-0,304	0,946	0,322	-0,160	0,259	0,069	-0,149	0,295	0,374	-0,176	-0,063	1,000	
% études sec.	-0,844	0,254	0,141	-0,328	0,048	-0,311	0,462	0,052	-0,402	-0,266	0,032	-0,495	-0,010	1,000

Annexe 3 : Régressions individuelles

Les modèles dans cette annexe reprennent le modèle 2, en ajoutant une à une chacune des variables identifiées au tableau 2.

	Population (log)	% propriétaires	% allophones	Marge de victoire (%)
TNL	-10.24*** (1.94)	-9.88*** (1.68)	-12.08*** (1.62)	-9.35*** (1.59)
IPE	7.09** (2.59)	9.11*** (0.91)	6.57*** (1.30)	9.26*** (1.37)
NE	-1.47° (0.86)	-0.98 (0.84)	-3.61*** (0.75)	-0.97 (0.75)
NB	3.09° (1.58)	3.42** (1.27)	1.05 (1.35)	3.93** (1.38)
QC	-0.93 (0.66)	0.19 (0.67)	-2.25*** (0.57)	-0.66 (0.66)
MA	-4.16* (1.96)	-3.34° (1.75)	-4.45** (1.67)	-3.33° (1.93)
SAS	-0.93 (1.46)	-0.08 (1.13)	-1.98° (1.08)	0.13 (1.24)
ALB	-5.20*** (1.11)	-5.43*** (1.11)	-6.21*** (1.03)	-4.24*** (1.25)
CB	-2.05* (0.92)	-1.98* (0.89)	-1.81* (0.75)	-2.05* (0.90)
Élection 2011	-3.36*** (0.18)	-3.46*** (0.16)	-3.33*** (0.16)	-3.40*** (0.16)
Population (log)	-1.90 (1.92)			
% propriétaires		0.09*** (0.02)		
% allophones			-0.21*** (0.02)	
Marge de victoire (%)				-0.03° (0.02)
Constante	87.59*** (22.14)	59.22*** (1.60)	68.65*** (0.46)	66.15*** (0.50)
R-Carré	0.291	0.337	0.459	0.295
N	610	610	610	610

Erreurs standards entre parenthèses ° p<0.1 * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Régressions individuelles (suite)

	NEP	Insularité	% travailleurs agriculture	Taux de chômage
TNL	-9.17*** (1.58)	-12.61*** (1.98)	-9.23*** (1.56)	-0.21 (1.69)
IPE	9.44*** (1.42)	5.51** (1.84)	9.53*** (1.50)	13.11*** (1.61)
NE	-0.96 (0.75)	-1.27° (0.77)	-0.85 (0.75)	1.49 (1.35)
NB	3.92** (1.36)	3.89** (1.37)	3.95** (1.38)	7.19** (2.17)
QC	-0.87 (0.66)	-0.71 (0.66)	-0.71 (0.66)	-0.85° (0.51)
MA	-3.43° (1.97)	-3.57° (1.92)	-3.50° (1.96)	-4.83** (1.54)
SAS	0.16 (1.23)	-0.05 (1.21)	0.13 (1.28)	-1.43° (0.82)
ALB	-4.79*** (1.20)	-5.21*** (1.11)	-5.14*** (1.13)	-7.46*** (1.08)
CB	-2.07* (0.91)	-2.70** (0.88)	-2.03* (0.92)	-2.52** (0.85)
Élection 2011	-3.39*** (0.17)	-3.47*** (0.16)	-3.49*** (0.20)	-2.41*** (0.20)
NEP	0.60 (0.60)			
Insularité		3.82** (1.22)		
% travailleurs agri.			-0.03 (0.06)	
Taux chômage				-0.92*** (0.11)
Constante	63.94*** (1.78)	65.64*** (0.44)	65.71*** (0.51)	72.01*** (0.85)
R-Carré	0.291	0.300	0.290	0.439
N	610	610	610	610

Erreurs standards entre parenthèses ° p<0.1 * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Régressions individuelles (suite)

	Revenu médian	Superficie km2 (log)	Âge médian	% éducation supérieure
TNL	-7.88*** (1.36)	-9.78*** (1.68)	-10.41*** (2.08)	-8.44*** (1.44)
IPE	10.92*** (1.17)	9.22*** (1.31)	8.51*** (1.42)	9.85*** (1.46)
NE	0.74 (0.94)	-1.17 (0.73)	-2.28** (0.85)	-0.55 (0.76)
NB	5.74*** (1.49)	3.56** (1.36)	2.59* (1.15)	4.62** (1.44)
QC	0.97 (0.70)	-0.77 (0.65)	-1.46* (0.65)	-0.39 (0.69)
MA	-2.21 (1.69)	-3.72° (1.95)	-2.64 (1.61)	-3.11° (1.81)
SAS	1.19 (1.07)	-0.59 (1.26)	0.73 (1.03)	0.63 (1.10)
ALB	-6.24*** (1.11)	-5.40*** (1.12)	-3.40** (1.05)	-4.98*** (1.02)
CB	-1.23 (0.91)	-2.21* (0.90)	-2.78*** (0.75)	-2.03* (0.91)
Élection 2011	-4.35*** (0.25)	-3.44*** (0.16)	-4.09*** (0.20)	-3.28*** (0.16)
Revenu médian	0.12*** (0.03)			
Superficie km2 (log)		0.13 (0.10)		
Âge médian			0.49*** (0.07)	
% éduc. supérieure				0.09** (0.03)
Constante	58.26*** (1.67)	64.87*** (0.81)	46.27*** (3.03)	63.45*** (0.78)
R-Carré	0.351	0.293	0.371	0.315
N	610	610	610	610

Erreurs standards entre parenthèses ° p<0.1 * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Annexe 4 : Analyses complémentaires : variables alternatives

Le modèle 3 est réutilisé pour chacune des prochains modèles, avec à chaque fois une variable alternative remplaçant la variable d'origine. Les provinces autres que l'IPE ne sont pas affichées pour des questions d'espace.

	Électorat (log)	% pop. active	% 35ans et plus
IPE	4.75* (2.29)	1.47 (2.20)	3.09 (2.54)
<i>Autres provinces non affichées</i>			
% propriétaires	0.05 (0.04)	0.04 (0.04)	0.05 (0.04)
% migrants	-0.21*** (0.02)	-0.18*** (0.02)	-0.20*** (0.02)
% éduc. supérieure	0.23*** (0.05)	0.22*** (0.05)	0.23*** (0.05)
Taux chômage	-0.46*** (0.10)		-0.47*** (0.10)
Écart 1ère-2e place (%)	-0.04** (0.01)	-0.04** (0.01)	-0.04** (0.01)
Revenu médian	0.03 (0.06)	0.02 (0.06)	0.03 (0.05)
Âge médian	0.35*** (0.08)	0.57*** (0.11)	
Population (log)		-2.83° (1.45)	-3.99** (1.48)
Insularité	1.62* (0.77)	1.82* (0.73)	1.87* (0.80)
Électorat (log)	-2.85* (1.31)		
% pop. active		0.31*** (0.09)	
% 35ans et plus			0.27*** (0.06)
Élection 2011	-2.95*** (0.60)	-3.41*** (0.56)	-2.70*** (0.54)
Constante	79.35*** (14.51)	49.03* (19.80)	92.74*** (16.97)
R-Carré	0.694	0.690	0.695
N	610	610	610

Erreurs standards entre parenthèses ° p<0.1 * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Variables explicatives alternatives (suite)

	% immigrants	Marge absolue	% sans diplôme
IPE	3.75 (2.75)	3.19 (2.56)	3.87 (2.64)
<i>Autres provinces non affichées</i>			
% propriétaires	0.02 (0.04)	0.04 (0.04)	0.03 (0.04)
% migrants		-0.20*** (0.02)	-0.16*** (0.02)
% éduc. supérieure	0.32*** (0.05)	0.23*** (0.05)	
Taux chômage	-0.58*** (0.09)	-0.44*** (0.10)	-0.38*** (0.10)
Marge de victoire (%)	-0.03** (0.01)		-0.03* (0.01)
Revenu médian	0.01 (0.05)	0.04 (0.06)	0.03 (0.06)
Âge médian	0.40*** (0.07)	0.34*** (0.08)	0.32*** (0.08)
Population (log)	-4.29** (1.59)	-3.77* (1.49)	-3.05* (1.49)
Insularité	2.22** (0.81)	1.93* (0.81)	1.81* (0.76)
% allophones	-0.75*** (0.09)		
Marge de victoire (abs.)		-0.00 (0.00)	
% sans diplôme			-0.27*** (0.05)
Élection 2011	-2.58*** (0.58)	-2.96*** (0.61)	-4.39*** (0.41)
Constante	97.38*** (18.16)	90.96*** (17.16)	103.53*** (17.59)
R-Carré	0.679	0.689	0.690
N	610	610	610

Erreurs standards entre parenthèses ° p<0.1 * p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Annexe 5 : Source et codage des variables

Variable	Source	Codage
PE	Calculée à partir de la taille de l'électorat et du nombre de bulletins (tirés des résultats électoraux)	Variable continue allant de 0 à 100. Taux de participation par CEF.
Élection 2011	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= élection de 2011, 0= élection de 2006.
TNL	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, 0 autrement.
IPE	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard, 0 autrement.
NE	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de la Nouvelle-Écosse, 0 autrement.
NB	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province du Nouveau-Brunswick, 0 autrement.
QC	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province du Québec, 0 autrement.
ON	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de l'Ontario, 0 autrement.
MA	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province du Manitoba, 0 autrement.
SAS	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de la Saskatchewan, 0 autrement.
ALB	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de l'Alberta, 0 autrement.
CB	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= CEF dans la province de la Colombie-Britannique, 0 autrement.

Codage des variables (suite)

Variable	Source	Codage
% propriétaires	Calculé à partir du recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population étant propriétaire de leur domicile.
% allophones	Calculé à partir du recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population parlant une langue autre que le français ou l'anglais à la maison.
% études sup.	Calculé à partir du recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population ayant complété un diplôme d'études supérieures.
% chômage	Recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population étant au chômage.
Marge vict., %	Calculé à partir des résultats électoraux	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la différence entre le nombre de votes obtenus par le candidat élu et le candidat en seconde place sur le nombre total de votes dans une CEF.
Revenu médian	Recensement	Variable continue. Différence absolue de votes entre le candidat élu et le candidat en seconde place dans une CEF.
Âge médian	Recensement	Variable continue. Âge médian d'une CEF.
Log population	Calculé à partir du recensement	Variable continue. Log de la taille de la population d'une CEF.
Log superficie	Calculé à partir du recensement	Variable continue. Log de la superficie en km ² d'une CEF.
Insularité	Donnée contextuelle	Variable dichotomique. 1= circonscription insulaire ou majoritairement insulaire, 0 autrement.
Log électorat	Calculé à partir des résultats électoraux	Variable continue. Log de la taille du nombre d'électeurs d'une CEF.
% pop. active ¹⁷	Recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population active. Variable

¹⁷ Le taux d'activité ne représente pas l'inverse du taux de chômage. Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active (personnes occupées et chômeurs). Le taux d'activité représente le nombre de personnes occupées et de chômeurs exprimé en pourcentage de la population.

Codage des variables (suite)

Variable	Source	Codage
% 35 ans et plus	Calculé à partir du recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population ayant 35 ans ou plus.
% migrants	Calculé à partir du recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population ayant immigré dans une CEF dans les cinq dernières années.
Marge de victoire abs.	Calculé à partir des résultats électoraux	Variable continue. Différence absolue de votes entre le candidat élu et le candidat en seconde place dans une CEF.
% études sec.	Calculé à partir du recensement	Variable continue allant de 0 à 100. Pourcentage de la population n'ayant aucun diplôme d'études ou ayant un diplôme d'études secondaires.